

# TRAVAILLEURS

Parti pour une alternative communiste



P.A.C.

Mensuel - N°33 - Avril 1986 - 12,00 F

ISSN 0754-281 X

**COMMUNISTES :  
INTERROGATIONS  
SUR UN DÉCLIN**

**LA DROITE  
AU POUVOIR :  
OBJECTIFS,  
PRATIQUES,  
DANGERS**

# Après mars 86, faire le point

Mars 86 est passé, et pourtant il reste encore d'actualité, si toutefois on cherche à comprendre pour agir. Car les résultats photographient les réalités politiques et sociales en mouvement et tracent l'esquisse d'un nouveau paysage politique et d'une situation grosse de dangers à venir. A gauche, chacun a fait ses comptes..., mais qu'on le tourne par tous les bouts, c'est l'échec. Et pourtant fonctionne à plein régime la « machine à rassurer », cette vieille et détestable habitude d'attribuer la responsabilité de l'échec aux autres : aux médias, à la loi électorale, aux partenaires (« la faute aux socialistes » dixit Georges Marchais), aux électeurs qui n'ont pas compris, etc. Les bonnes consciences reprennent les mêmes antennes... et on continue comme si de rien n'était ! Il y a de cela dans l'immobilisme suicidaire de la direction du PCF sourde aux interrogations militantes. Il y a de cela dans la minimisation de la responsabilité du crétinisme groupusculaire qui a confiné l'extrême-gauche dans l'impuissance et dans la marge, cette fois plus encore que les précédentes. Il y a de cela dans les contentements de soi de certains responsables du PS qui pensent benoîtement grossir l'électorat socialiste du 32 au 50% (plus une voix). « Bétonner » à tour de bras dans le genre « on a limité les dégâts », « on ne pouvait en attendre plus », ne vaut pas mieux qu'un cautère sur une jambe de bois. Car l'échec de mars 86 n'est pas une « bavure » malheureuse qu'on pourrait effacer sans trop de mal. Il relève d'une crise organisationnelle, politique et culturelle, du mouvement ouvrier et populaire tel qu'il s'était structuré au sortir de la dernière guerre ; et ce, sur fond de mutations en profondeur de la société française dans un monde lui-même fort chamboulé. L'heure est aux remises en cause et à la bataille du renouveau ; des milliers et milliers de militants, de toutes organisations, l'exigent de la leur et l'entreprennent pour eux-mêmes. Sans complaisance. Dans cet esprit, *Travailleurs* a voulu faire le point et consacre deux numéros au bilan du 16 mars et de ses effets. Ce premier numéro, après un état des lieux chiffré, s'arrête sur deux faits majeurs : — le retour de la droite aux affaires, d'une droite radicalisée et renouvelée, différente de celle d'avant 1981 et l'installation du Front national dans la société française ; — le déclin du PCF et la question du devenir des communistes. Le second numéro, déjà en chantier, abordera d'autres aspects-clés : le PS et son devenir ; le sens des scores des petites listes d'extrême-gauche, écologistes et alternatives ; le constat et l'avenir vus par des militants de différentes organisations d'une même région ; les questions : quelle recomposition, nécessaire, possible, comment ?

Camille GRANOT

# ÉTAT DES LIEUX

La plupart des analyses des résultats du 16 mars ont souligné la « glorieuse défaite » du Parti socialiste qui, approchant le tiers des suffrages exprimés, réalise le meilleur résultat de son existence (à l'exception des législatives de juin 1981 qui représentent un cas particulier, juste après l'élection de François Mitterrand), et l'« amère victoire » du RPR et de l'UDF dont les deux groupes parlementaires n'atteignent pas tout-à-fait la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Cette double caractérisation, qui apparaît justifiée au regard des sondages pré-électorales, correspond-elle aux rapports de forces et évolutions que traduisent les résultats du 16 mars ?

Les résultats électoraux reflètent toujours, même de façon déformée du fait des différentes contraintes institutionnelles, financières ou médiatiques, la réalité et ses transformations. Ils sanctionnent des évolutions, traduisent des mouvements antérieurs. Et, en même temps, ils dessinent de nouveaux paysages politiques, pèsent sur les évolutions et jouent un rôle de structuration pour l'avenir. Aussi est-il important d'apprécier en profondeur leur signification.

## CLÉS D'ANALYSE

Les résultats sont, dans la quasi-totalité des cas, présentés en pourcentage des exprimés, ce qui est décisif pour déterminer les élus. Mais cette présentation est insuffisante. Ne prenant en compte ni l'abstentionnisme ni les votes blancs et nuls, elle ne permet pas d'analyser l'ensemble des évolutions que traduisent les résultats électoraux. Aussi est-il important d'étudier également les résultats en pourcentage des inscrits, qui montrent les électors de chaque force politique ou regroupement et leur mobilisation (cf graphique des évolutions en pourcentage des inscrits du PCF, du PS, de l'ensemble de la gauche et de l'ensemble de la droite aux législatives et présidentielles depuis 1945). Cette étude amène à complexifier les analyses trop rapides qui seraient effectuées à partir des seuls résultats en pourcentage des exprimés. Ainsi, le PS obtient 31,5% des exprimés en 1986 alors que François Mitterrand n'avait eu que 25,8% au premier tour des présidentielles de 1981. Mais par rapport aux inscrits, la progression n'est plus que d'un point (23,7% contre 22,7%). Plus frappant encore, le Front national et le PCF régressent en pourcentage d'exprimés entre les européennes de 1984 et les législatives de 1986 (9,8% contre 10,9% pour le premier, 9,7% contre 11,2% pour le second). Pourtant, l'un et l'autre ont rassemblé plus de suffrages le 16 mars que lors des européennes (environ 500 000 pour le Front national, qui est passé de 6 à 7,4% de inscrits, et 450 000 pour le PCF, qui a progressé de 6,1% à 7,3%).

Le Front national accède à l'Assemblée, peut y constituer un groupe parlementaire et dispose de moyens d'action et de pression décuplés. Malgré la baisse de son pourcentage de suffrages exprimés, il sort renforcé des élections du 16 mars.

Le PCF perd 9 députés par rapport à la précédente assemblée et régresse en-deçà du seuil de 10% des exprimés. La progression du nombre de voix qu'il a rassemblées ne permet pas de conclure que soit enrayé le processus de déclin électoral amorcé en 81 (cf article sur le PCF).

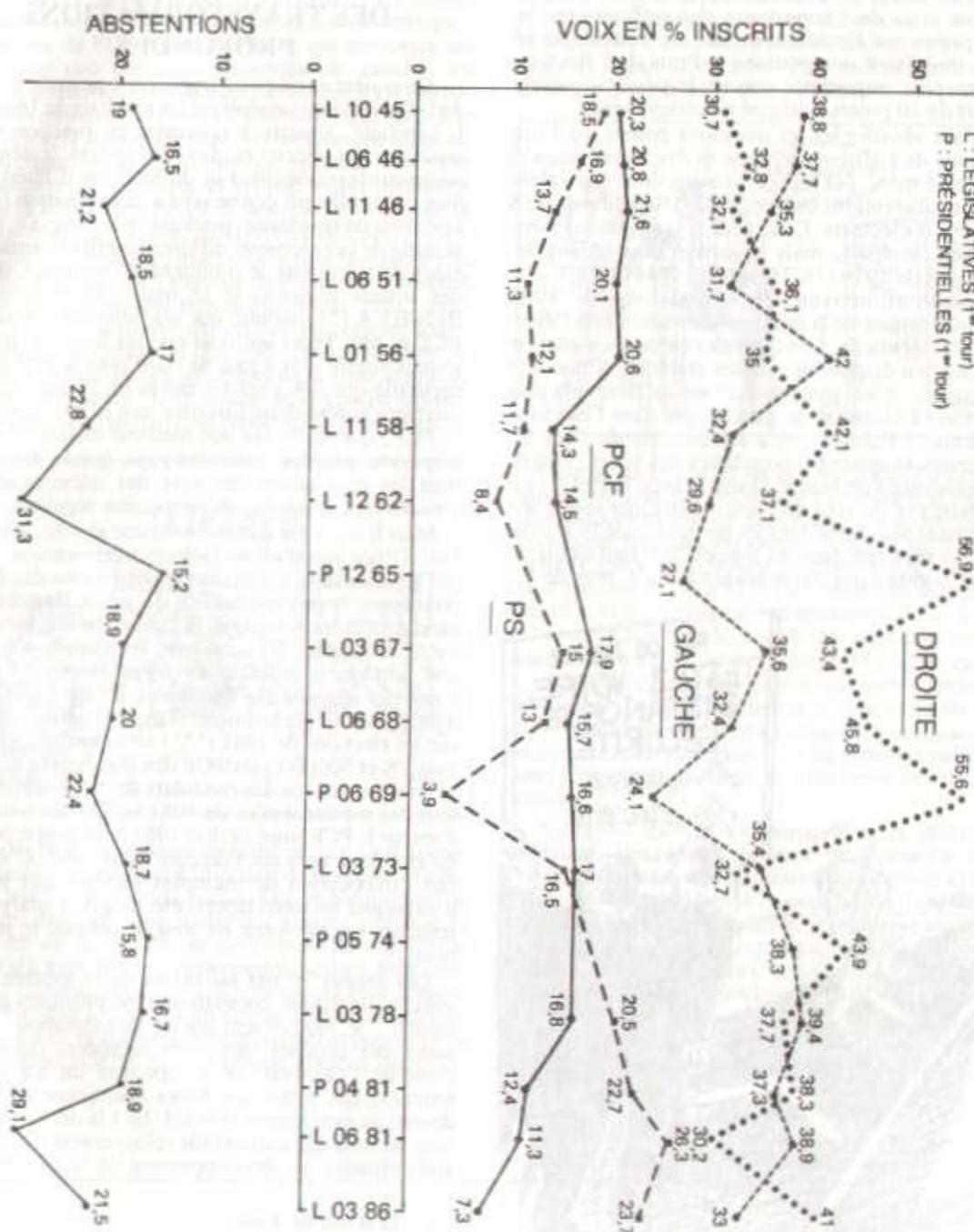
L'analyse doit également tenir compte du mode de scrutin et de ses contraintes. En apparence, l'introduction de la proportionnelle levait nombre de contraintes qui étaient attachées au scrutin majoritaire à deux tours. Il s'agissait cependant d'une fausse proportionnelle, du fait de la barre de 5%, de la répartition des restes à la plus forte moyenne et du cadre départemental du scrutin (dans les petits départements, seuls PS, RPR et UDF pouvaient, sauf exception, avoir des élus). Surtout les effets du mode de scrutin sont à relier à l'enjeu de l'élection.

L'enjeu essentiel des élections législatives du 16 mars a porté sur le bilan des cinq années de gauche au gouvernement et sur son maintien ou, au contraire, sur le retour de la droite. L'immense majorité des électeurs s'est située dans cette problématique, ce qui a relativisé fortement l'introduction de la proportionnelle : le comportement électoral a été un mélange des anciens comportements de premier et de second tour. Beaucoup, à ce propos, ont parlé de « vote utile », ce qui expliquerait le bon résultat du PS et, au contraire, la faiblesse des résultats du PCF et des petites listes de gauche, écologistes ou d'extrême-gauche. En fait, il faut plutôt parler de vote politique (le vote PS n'a pas été qu'un vote anti-droite, mais aussi un vote positif) et de vote qui est apparu « inutile » pour les petites listes.

## UNE IMPORTANTE POUSSÉE A DROITE...

L'ensemble de ces éléments conduit à analyser les résultats du 16 mars comme un échec évident de la gauche et une nette victoire de la droite. En pourcentage des exprimés, le rapport de forces gauche-droite s'établit à 44/54,6, soit un écart de plus de 10 points, sans précédent à des élections législatives ou présidentielles depuis la fin des années 60. En pourcentage des inscrits, l'ensemble de la droite recueille 41% alors qu'elle n'avait eu que 38,3% au premier tour des présidentielles de 1981 (où elle était majoritaire) et 37,7% aux législatives de 1978. La gauche rassemble

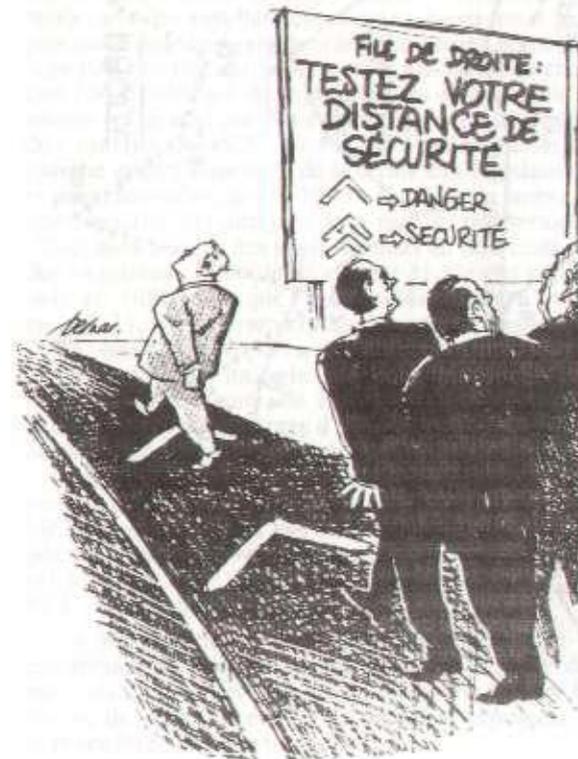
## Évolutions en pourcentage des inscrits aux législatives et présidentielles depuis 1945



33% des inscrits, contre 37,3% au premier tour des présidentielles de 1981, 39,4% aux législatives de 1978 et 38,3% au premier tour des présidentielles de 1974. Le résultat de 1986 n'est qu'à peine supérieur à celui du premier tour des législatives de 1968 (32,4% des inscrits).

Dans ces conditions, le fait que RPR et UDF obtiennent à peine la majorité absolue des députés ne tient pas aux résultats de la gauche et en particulier à ceux du Parti socialiste, mais à la part du Front national dans les résultats de la droite. En fait, compte tenu de l'importance des suffrages qui se sont portés sur l'extrême-droite, les résultats du 16 mars traduisent une poussée à droite de l'électorat encore plus importante que ne le laisserait penser l'écart de 10 points souligné précédemment.

Il faut aborder ici les questions posées par l'importance de l'abstentionnisme et des votes blancs et nuls le 16 mars, par rapport aux élections équivalentes. Les abstentions ont été de 21,5%, soit près de 8 millions d'électeurs. C'est certes, la moitié des européennes de 1984, mais beaucoup plus qu'aux législatives de 1978 (16,7%) et de 1973 (18,7%) — le fort abstentionnisme des législatives de 1981 (29,1%) tenant de la proximité immédiate de l'élection présidentielle. Les quelques éléments d'analyse aujourd'hui disponibles sur les abstentions montrent l'existence d'un abstentionnisme différentiel, plus fort dans l'électorat de gauche que dans l'électorat de droite : l'abstention a été plus élevée dans les banlieues et quartiers populaires des villes; l'étude de Françoise Subileau et Marie-France Toinet (\*) sur des bureaux de vote de Paris montre une abstention nettement plus forte dans les bureaux où le PCF avait de bons résultats dans les années 70. Il faut ajouter le grand nombre des votes blancs et nuls, plus de 1.2



million, soit 4,3% des votants et 3,4% des inscrits, soit plus du double qu'aux législatives de 1978 et de 1981. Sans doute une partie du phénomène tient-elle aux erreurs consécutives au changement du mode de scrutin, mais cette explication n'apparaît pas suffisante, les blancs et nuls ayant été plus importants qu'aux européennes de 1984, elles aussi à la proportionnelle. Au total, les suffrages exprimés ne représentent que 75% des inscrits.

### ... QUI RÉVÈLE DES TRANSFORMATIONS PROFONDES

Comment expliquer l'importante poussée à droite de l'électorat que traduisent les résultats du 16 mars? L'habitude consiste à raisonner en fonction de la position des électeurs dans la société (catégories socio-professionnelles) et du système d'interprétation culturelle qui donne sens à cette position (sexe, âge, lieu de résidence, pratique religieuse...). L'ensemble de ces éléments différencie effectivement les électors, comme le montrent les enquêtes «sortie des urnes» réalisées le 16 mars. Ainsi, l'enquête Bull-BVA (\*\*) montre que les hommes votent plus PCF et plus Front national que les femmes, que les jeunes votent plus à gauche (sauf pour le PCF qui ne recueille que 6% chez les moins de 25 ans), que les ouvriers votent deux fois plus que la moyenne pour le PCF, que le PS fait son meilleur résultat chez les employés, puis les cadres moyens, que la droite obtient les trois quarts des voix des commerçants et artisans et des catholiques pratiquants réguliers, etc.

Mais il n'y a pas de déterminisme absolu, loin s'en faut. D'une part d'autres facteurs interviennent : l'enjeu de l'élection, les alliances et divisions des forces politiques, le renouvellement du corps électoral, les candidats et leurs images, la campagne électorale, le mode de scrutin... D'autre part, les études soulignent une importante mobilité du corps électoral. Ainsi, l'analyse approfondie que vient d'éditer le Centre d'études de la vie politique française contemporaine sur les élections de 1981 (\*\*\*) montrent que 800 000 voix PS et 500 000 voix PCF des législatives de 1978 se sont portées sur des candidats de droite au premier tour des présidentielles de 1981 ou que les voix perdues par le PCF entre 1978 et 1981 ne se sont reportées qu'aux deux tiers sur François Mitterrand. C'est, en fait l'imbrication de multiples facteurs qui permet d'expliquer les mouvements électoraux, l'analyse des résultats sur moyenne ou longue période le montre bien.

Les années 70 ont été celles de la montée de la gauche, en étroite corrélation avec plusieurs phénomènes : le mouvement social (urbanisation, croissance des couches moyennes salariées, rajeunissement de l'électorat, développement du travail des femmes) qui réduit les bases traditionnelles de la droite; un mouvement culturel, lié à la déchristianisation, au brassage culturel (développement des médias audiovisuels), au développement de la scolarisation

(\*) Le Monde du 28 mars

(\*\*) Libération du 18 mars

(\*\*\*) 1981 : Les élections de l'alternance - Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques

secondaire, à l'intensification des échanges internationaux; un facteur institutionnel, la «mutation majoritaire» du système politique français qui favorise l'union de la gauche et concourt à éliminer les centres, réactivant le plus ancien clivage bipolaire de la culture politique française, gauche/droite, et profitant à la formation la moins à gauche dans la gauche, le Parti socialiste. Ainsi, l'expression de «France de gauche» fut employée à l'époque. Pourtant, la gauche, majoritaire au premier tour des législatives de 1978 fut battue au second, du fait de la conjonction exceptionnelle de trois facteurs : le plus important, la rupture de l'Union de la gauche en 1977, s'accompagnant de critiques virulentes du PCF contre le PS, ce qui provoqua les craintes d'une partie de l'électorat de gauche; un facteur institutionnel, qui tient au fait que les législatives sont moins favorables à l'alternance que les présidentielles, la fraction la plus «légitimiste» de l'électorat flottant votant à droite au second tour; une conjoncture économique et sociale plutôt améliorée après la dépression de 1975, les conséquences de la crise n'étant pas encore massivement perçues.

C'est, au contraire, une conjoncture favorable à la gauche qui explique l'élection de François Mitterrand au deuxième tour des présidentielles de 1981, alors que la droite avait été majoritaire au premier tour : l'obstacle institutionnel disparaît, puisqu'il s'agit de présidentielles; les conséquences de la crise se font de plus en plus sentir; la désunion de la gauche devient un facteur favorable avec le recul du PCF enregistré au



premier tour; la division de la droite, qui s'est approfondie, la défavorise. L'élection de François Mitterrand est d'autant plus paradoxale et conjoncturelle que les facteurs structurels qui avaient expliqué la montée de la gauche se sont essouffés ou même inversés avec le développement des effets de la crise et les conséquences de l'offensive engagée à partir de 1976 par les forces du capital contre les travailleurs. La crise du mouvement ouvrier et populaire se développe, sur le plan politique comme organisa-

tionnel ou culturel. On assiste au développement de l'individualisme par rapport au collectif, à la recherche de solutions individuelles à la crise par rapport à la solidarité. Par ailleurs, la dynamique de la «mutation majoritaire» est enrayée avec la division croissante de la gauche et de la droite. Les résultats des élections de 1981, comme à l'inverse, ceux de 1978, tiennent essentiellement à des facteurs conjoncturels qui contrecarrent les effets des facteurs structurels.

Mais les facteurs structurels à l'œuvre en 1981 n'ont en rien été inversés par la présence de la gauche au gouvernement ces cinq dernières années et se sont accentués. La crise du mouvement ouvrier et populaire s'est concrétisée en décomposition politique et organisationnelle. Une société duale se met en place avec d'un côté les chômeurs, les précaires,



les inadaptés et rejetés de la crise, et de l'autre ceux qui se sont adaptés. Sur le plan idéologique et culturel, une transformation en profondeur s'est opérée, que traduisent bien des enquêtes. Ainsi, d'avril 1980 à octobre 1983, les opinions positives sur le socialisme sont passées de 56 à 44% (les négatives augmentant de 19 à 34%), celles sur le capitalisme de 26 à 29%, sur les syndicats de 55 à 47% (les négatives progressant de 24 à 34%), sur le profit de 37 à 42%, etc. (\*). Ces phénomènes expliquent aussi bien l'importante poussée à droite enregistrée le 16 mars que les résultats significatifs du Front national dans les quartiers et régions les plus populaires. Ils recourent la radicalisation d'ensemble de la droite intervenue ces dernières années.

Voilà qui montre l'importance et la gravité des questions, des remises en cause qu'impose l'échec du 16 mars à l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire. Reconstruire des perspectives implique de critiquer tout ce qui est inadapté, que ce soit sur le plan idéologique, politique, stratégique et d'organisation, afin de répondre aux aspirations populaires d'aujourd'hui, en particulier celles de la jeunesse.

Pierre BAUBY

(\*) Sofres - Opinion publique — 1984 - Editions Gallimard



# LE FRONT NATIONAL S'INSTALLE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Le 16 mars, 2 705 000 électeurs ont voté pour le Front national : un électeur sur 10. Avec 35 députés et 135 conseillers régionaux, le Front national s'installe dans les institutions. C'est un fait majeur et inquiétant du 16 mars et de l'après-mars. Quels phénomènes sociaux, politiques et culturels recouvre-t-il ? Que va-t-il engendrer ? Comment y faire face ? Quelques questions d'une brûlante actualité...

2 705 336 électeurs ont voté pour le Front national le 16 mars 86. Il y a tout juste trois ans, lors des municipales, bien peu d'observateurs politiques ou médiatiques se seraient osés à un tel pronostic. *-Baudruche vite dégonflée-* proférait docilement Lionel Jospin, *-épiphénomène-* tranchait L'Humanité alors même qu'une campagne anti-immigrés sans précédent orchestrée par les partis de droite à l'occasion des municipales, venait de labourer un terrain où fructifiait à grande vitesse l'équation « immigration = chômage et insécurité » et que les médias avaient parfois complaisamment ouvert leurs lucarnes à la nouvelle « bête de scène ». Jean-Marie Le Pen. Les européennes confirmèrent l'ampleur du phénomène et sa durée : Dreux n'était pas une exception. Et pourtant d'aucuns continuèrent à parler de « néopoujadisme » promis à la même éclipse que ce mouvement de 56.

D'autres prennent alors les choses avec plus de sérieux : enquêtes post-urnes, études régionales se multiplient ; une partie de la presse, rudement attaquée par le Front national, réagit et dans la société des résistances se mettent en place ; notamment, un ample sentiment antiraciste au sein de la jeunesse se reconnaît dans le « touche pas à mon pote » de SOS Racisme. C'est la Concorde du printemps 85, après les « marches » de 83 et 84, et mille autres initiatives locales, ponctuelles, manifestant les unes et les autres des spécificités, mais toutes tenaillées par la même volonté : apporter des réponses positives et d'avenir à une lépre xénophobe et raciste qui gagne du terrain. Et pourtant... Fin 85, une fois encore, beaucoup d'observateurs, y compris parmi les plus compétents, vont estimer que le phénomène se « tasse » : ils pensent que les révélations de presse (Demarquet, Algérie, etc.) où le sordide le dispute à l'odieuse vont porter et que se dessine un « effet-repoussoir » manifesté par des sondages.

Mars 86 infirme ces appréciations : le Front national gagne encore du terrain avec 500 000 électeurs supplémentaires... Aujourd'hui, le même réflexe de sous-estimation — ou de difficulté d'appréciation du phénomène — conduit à insister sur l'opération de respectabilité ouvertement entreprise et construite par le Front national lui-même : une fois rentré dans le rang parlementaire, il devrait rogner ses ongles, faire porter cravate à ses baroudeurs OAS et mettre en avant ses professeurs, et « s'enliser dans les « salles parlementaires », comme Poujade en son temps,

encore lui ! Une fois encore, perspective rassurante : la baudruche se serait dégonflée un peu moins vite que prévu ! Mais, on peut le craindre, cette perspective procède encore une fois d'un aveuglement ou (et) d'une méconnaissance, intéressée ou non, des réalités politiques, sociales et culturelles que recouvre le phénomène Front national. Bien des forces à droite, et en premier lieu le Front national, sauront en tirer le meilleur parti. Les trois dernières années devraient enseigner à tous les autres qu'ils ont tout à perdre à pratiquer la politique de l'autruche.

## UNE DYNAMIQUE EN MARCHÉ

Autrement dit, regardons les faits en face, même et surtout les plus dérangeants.

**Mars 83 :** Jean-Marie Le Pen obtient 11,26% des voix dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. **Septembre 83 :** 16,72% des suffrages à Dreux où le Front national entre dans la municipalité. Percées spectaculaires confirmées au plan national par le 11% et 2 200 000 voix aux européennes de 84 et le 8,8% des cantonales de 85 (avec une présence aux trois quarts des cantons). **Mars 86 :** dans une élection avec enjeu national, 2 700 000 électeurs votent Front national (9,8% des exprimés). C'est 500 000 électeurs de plus qu'en 84. La progression continue. De fait, le Front national rassemble en 86 un million d'électeurs nouveaux car 1/4 à 1/3 de son électoral de 84 a voté RPR/UDF cette fois — d'après les sondages après-urnes. Le Front national a « fidélisé » une large partie de son électoral et démontre une capacité d'élargissement et d'attraction au-delà de sa mouvance initiale. La dynamique engagée en 1983-84 n'est pas stoppée.

Cette dynamique est confortée par la structure diversifiée de l'électorat, qui rassemble tous âges, toutes couches sociales et culturelles avec des spécificités cependant. Les sondages après-urnes confirment le caractère masculin de cet électoral : 12% des hommes et 7% des femmes ont voté Front national. Quelques différences d'âge apparaissent : 12% des « 50-64 ans » votent FN (maximum) et 8% des « 25-34 ans » (minimum). L'origine sociale est très diversifiée avec quelques couches ou statuts qui dépassent le 10% moyen : 11% des agriculteurs et des ouvriers, 14% des commerçants, 14% des chômeurs, 12% des salariés du « privé », 13% des « indépendants » ont voté Front national. A l'inverse, 5% de étudiants et 7% des salariés

du public l'ont fait le 16 mars. Enfin, 11% des catholiques pratiquants irréguliers ont voté pour la formation de J-M. Le Pen alors que 9% des pratiquants réguliers l'ont fait, et bien moins encore pour les athées et les « autres religions ».

L'origine politique de cet électoral manifeste une relative diversité : venu pour l'essentiel de l'électorat de droite — 45% avaient voté Giscard le 10 mai 1981 — il a puisé pour 27% chez ceux qui n'avaient pas voté ou n'étaient pas inscrits sur les listes électorales et pour 28% chez ceux ayant voté pour François Mitterrand. De fait, si le Front national a su « fidéliser » de 2/3 à 3/4 de son électoral de 1984, il a dégagé en 86 un nouvel électoral : 10% des non-inscrits de 1984, 6% des abstentionnistes d'alors et 10% de personnes refusant de se situer à gauche ou à droite. Les sondages après-urnes font apparaître des caractères particuliers de ce nouvel électoral, plus protestataire, plus populaire, moins nettement masculin et moins « politisé » que le « noyau » de 1984. Des « réserves » existent susceptibles d'être mobilisées par le Front national.

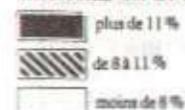
La géographie de l'implantation du Front national manifeste la dynamique en marche. Il a renforcé ses bastions méditerranéens : plus de 15% des suffrages exprimés dans sept départements, des Pyrénées-orientales aux Alpes-Maritimes. Il consolide son implantation électorale dans la vallée du Rhône, l'extrême Est, la région parisienne et le département du Nord : dans 23 départements de ces régions, le FN dépasse sa moyenne nationale — 10 à 15% des suffrages (les baisses observées par rapport à 84 dans certains d'entre eux n'étant qu'apparentes car dues à une comparaison en suffrages exprimés). Quelques cartes sont significatives : le vote Front national en 86 et son évolution entre 84 et 86 épouse assez étroitement la carte des principales agglomérations urbaines (Paris, Lyon, Marseille, Lille et sa conurbation, Strasbourg/Metz/Nancy) et la carte d'implantation des travailleurs immigrés en 82 (zones où ils sont plus de 5%). Par contre, contrairement à ce qui a été parfois dit, la carte FN ne s'identifie pas à la carte du chômage. Un démographe, Hervé Le Bras, a mis en évidence une curieuse coïncidence entre la carte FN et la carte des « pays ouverts », ceux où, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle la population s'agglomérait en villages et bourgs, au contraire des pays de bocage à habitat dispersé. C'est dans la France de « pays ouverts », urbaine et pour beaucoup industrialisée, qui a aggloméré les différentes vagues d'immigration ouvrière durant le XX<sup>e</sup> siècle que se manifestent des phénomènes sociaux et culturels de xénophobie et de rejet.

On touche là au ressort essentiel du vote Front national : la mise en équation du chômage, de l'insécurité et de l'immigration. Le 16 mars, le vote FN a été motivé chez ses électeurs à 80% sur la « sécurité des personnes » et à 79% sur la question de l'immigration (voir tableau page suivante). Et les réponses apportées par le FN à ces questions sont approuvées, si l'on en croit les indications d'un sondage SOFRES-Le Monde d'octobre 85, par un pourcentage d'hommes et de

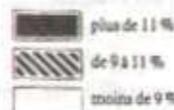
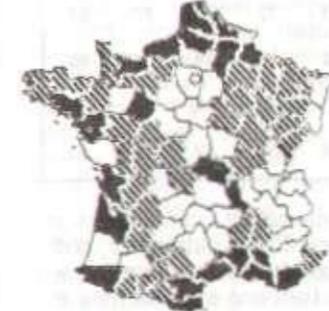
## Évolution du vote Front national entre 1984 et 1986



## Les voix du Front national en 1986



## La carte du chômage en 1984



## Les travailleurs étrangers en 1982



## Le taux d'« agglomération » il y a un siècle

Proportion de population vivant dans des villes, villages, hameaux en 1876



femmes bien plus large que son électorat : 31% des personnes «sondées» approuvent ses prises de position sur l'immigration, 29% celles qui concernent la sécurité et la justice! Là encore, ces données, même prises en compte avec prudence, révèlent des «réserves» pour une dynamique en marche. On peut remarquer que les plus forts taux de «sentiment d'insécurité» (taux moyen : 45%) sont le fait des mêmes couches qui fournissent les plus gros bataillons électoraux au Front national : 60% des petits commerçants se disent inquiets pour leur sécurité, 53% de «50 à 64 ans» (une exception pourtant : les femmes «inquiètes» à 55% sont réticentes au vote Front national).

#### LES MOTIVATIONS DU VOTE DANS LES CINQ GRANDES FAMILLES POLITIQUES FRANÇAISES

Considèrent que ce problème a été très important dans leur vote	Ens. de l'élect.	PC	PS	UDF	RPR	FN
Lutte contre le chômage	75	85	79	80	76	75
Formation des jeunes	65	78	74	63	61	57
Libertés individuelles	65	67	72	72	65	65
Sécurité des personnes	60	52	49	69	76	80
Question de l'immigration	44	37	35	46	56	79
Rassemblement des Français	40	38	30	49	50	63

Sur fond de crise et mutations économiques et sociales, de crise et d'incertitudes culturelles, phénomènes qui explosent dans le tissu urbain et industriel, le Front national a fusionné avec un mouvement social en quête de réponses simples et expéditives aux peurs diffuses quant au présent et à l'avenir, à la concurrence exacerbée sur le marché du travail et au risque du chômage, aux difficultés engendrées par l'urbanisation accélérée des dernières décennies. «Dehors les immigrés» tient lieu de réponse à tout, au chômage, à la délinquance, au grand terrorisme, au déficit de la Sécurité sociale, à l'échec scolaire, à l'essor de la drogue, etc. Xénophobie et racisme vont de pair avec les thèmes sécuritaires : 95% des sympathisants du Front national se déclarent partisans du rétablissement de la peine de mort, 60% veulent remettre en place les tribunaux militaires... (RPR-UDF : 28%).

Qu'en est-il en définitive de l'«effet-repoussoir» décelé en 85 par différents observateurs? Ceux-ci se sont appuyés sur différentes enquêtes montrant qu'un plus grand nombre de «sondés» désapprouvent les idées de Le Pen en octobre 85 par rapport à mai 84 : 51% contre 43% sur les immigrés, 44% contre 33% sur la sécurité et la justice, notamment. Mais, le même sondage indiquait que les adhésions aux thèses du Front national gagnaient 3 points : 31% contre 28% et 29% contre 26%, le pourcentage des «sans opinion» diminuant sensiblement. Ainsi, il y a eu à la fois «effet-repoussoir» et «effet d'attraction», l'effet-repoussoir correspondant plutôt à une prise de conscience des «sans-opinion».

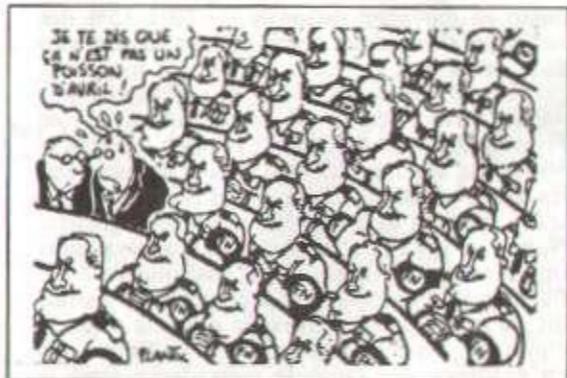


Mars 86 a confirmé en actes politiques effectifs — et non plus par sondages — cette capacité d'élargissement du Front national. Les instruments nouveaux acquis par ses succès électoraux risquent fort de consolider davantage son enracinement politique.

#### DES MOYENS DÉMULTIPLIÉS

##### ...A L'ASSEMBLÉE

Avec les élections du 16 mars, le Front national a acquis de nouveaux instruments, avant tout institutionnels, au Parlement et dans les régions aux compétences élargies. 35 députés, un groupe parlementaire, la participation au secrétariat de l'Assemblée et aux commissions, ce sont des moyens logistiques et financiers appréciables et l'accès facilité aux dossiers de



tous ordres. C'est une tribune, fort intéressante aux yeux de François Bachelot, député FN de Seine-St-Denis : «Les gens sont écartés par l'écart qui se creuse entre la représentation politique et les citoyens. A l'Assemblée, nous démontrerons, jour après jour, qu'une autre façon d'être et d'agir reste possible. Nous déposerons sans cesse des projets et des amendements qui iront tous dans ce sens.» Enfin, dans les conditions actuelles de courte majorité RPR-UDF, c'est la possibilité de pressions et d'infléchissements de la politique parlementaire et gouvernementale.

Beaucoup d'observateurs médiatiques laissent entendre que la politique de «crédibilisation» entreprise par Le Pen («On attend des députés au crâne rasé. On va découvrir des élus réfléchis et résolus. On attend des baroudeurs. On va voir un groupe responsable qui n'a rien d'une bande d'exaltés» a-t-il déclaré), va émousser les angles. C'est bien vite tomber dans le

panneau! A trop s'attarder sur les trois universitaires, les cinq médecins ou dentistes, les six avocats, les trois ou quatre journalistes ou chefs d'entreprises, on finit par occulter que les journalistes en question l'ont toujours été dans des feuilles d'extrême-droite, qu'un chef d'entreprise l'est d'une boîte de sécurité et de gardiennage, que l'avocat de Le Pen — très occupé comme chacun sait — est dans le lot, etc. A insister sur les quelques hommes prétendument «respectables», venus de l'UDF ou du RPR (11 sur 35), ayant déjà été députés ou secrétaires d'Etat, et dont 4 ou 5 ont rejoint le FN par dépit d'avoir été refusés sur leurs listes, on finirait par oublier que 17 députés Front national ont toujours milité à l'extrême-droite, 10 d'entre eux étant membres de son Bureau politique. Pour grossir ses troupes parlementaires, Le Pen est allé chercher des «compétences» chez les fameux «socioprofessionnels», en pointe dans l'opposition dès fin 81. Deux générations politiques coexistent dans le groupe parlementaire FN : celle des plus de 50 ans, ceux qui ont milité activement pour l'Algérie française (9 députés FN) et celle des 30-40 ans, plus nombreux, qui ont fait leurs classes dans l'extrême-droite étudiante des facs de droite aux alentours de 68 et après. Deux députés Front national se revendiquent du catholicisme intégriste; deux autres sont en lien avec la secte Moon par l'entremise de son organisation Causa (Pierre Ceyrac - Nord, et Michel de Rostolan - Essonne); trois ont participé activement au Club de l'Horloge et son ex-secrétaire, Jean-Yves Le Gallou, ex-RPR ayant rejoint le Front national, devient le secrétaire du groupe parlementaire à l'Assemblée.

Les nouveaux sont-ils plus «respectables» donc plus «modérés» que les plus têtes connues? Bruno Gollnisch, 37 ans, député du Rhône, ancien doyen d'université, spécialiste de la civilisation japonaise, est-il plus rassurant que Pierre Sergent, 60 ans, baroudeur et ex-chef OAS en métropole, député des Pyrénées-orientales? *National Hebdo* le qualifie d'«ancien chef de la Résistance pour l'Algérie française... et l'autre répond sans vergogne au *Nouvel Observateur* : «Je préfère l'Afrique du Sud actuelle, malgré ses défauts, à ce qu'elle pourrait devenir. Donnez le pouvoir aux Noirs, et les Blancs seront égoïstes. Et les Zoulous massacreront les Bantous, et ainsi de suite». Quand le maquillage de respectabilité craquèle... et que les «compétences» sont tout aussi dangereuses que les nostalgies!

Au total, 35 députés élus dans 25 départements : 4 dans les Bouches-du-Rhône, 3 dans le Nord (1 en Pas-de-Calais), 2 dans le Rhône, en Seine-St-Denis et à Paris, 1 dans chacun des 5 autres départements de l'Ile-de-France, 1 dans presque chaque département méditerranéen (Alpes-maritimes, Var, Vaucluse, Gard, Hérault, Pyrénées-orientales) et 1 en Gironde, Isère, Loire, Oise, Seine-maritime, Moselle et dans chaque département alsacien. Ces députés sont aussi des instruments d'implantation régionale...

##### ...ET DANS LES RÉGIONS

Et plus encore, les 135 conseillers régionaux Front national élus le 16 mars, présents dans toutes les régions sauf une, le Limousin. Peut-être moins spectaculaires, les pouvoirs conquis par le Front national dans les conseils régionaux sont plus signi-

ficatifs et importants que ses pouvoirs parlementaires.

Dans huit régions, le Front national participe ouvertement de la majorité de droite du conseil. Dans cinq d'entre elles (Aquitaine, Picardie, Languedoc-Roussillon, Franche-Comté, Haute-Normandie), UDF-RPR ont eu besoin de l'alliance Front national pour gagner la présidence et le FN est en situation d'arbitrage, favorable aux pressions et aux gages politiques multiples. Dans les trois autres (Midi-Pyrénées, Corse, Provence Côte-d'Azur), le Front national a voté pour la présidence de droite, pourtant assurée à la droite sans ses voix; pour les deux dernières, les connivences sont étroites, voire déjà anciennes en Corse. Le Front national, dans ces huit régions, a été payé de retour : deux vice-présidences en Provence, une vice-présidence et deux présidences de commissions (rapatriés et qualité de la vie) en Languedoc, une vice-présidence en Corse, en Picardie, en Haute-Normandie, une présidence de commission en Franche-Comté, des secrétariats de bureau en Midi-Pyrénées et en Aquitaine. Le Front national a exercé une mauvaise humeur en Champagne-Ardenne contre un homme de droite bien particulier, qui combat les thèses racistes et xénophobes depuis longtemps, Bernard Stasi.

Les positions régionales acquises par le Front national, soit par pression, soit par intervention directe à la tête des commissions, risquent fort d'infléchir, d'inverser et de modeler sérieusement la politique régionale, notamment là où la gauche vient de perdre la présidence. A suivre de très près... D'autant que certaines alliances conclues ne sont pas seulement simples tactiques électorales : ainsi Jacques Blanc, nouveau président UDF de la région Languedoc, avait conclu, dès décembre 85, un accord écrit avec le Front national local, dégageant des objectifs communs.

##### LES RÉSEAUX NATIONAUX...

Le Front national revendique 30000 adhérents. Le noyau groupusculaire de 1972 formé de nostalgiques du pétainisme, d'anciens OAS, de catholiques intégristes et d'étudiants d'extrême-droite des générations plus proches (Occident, Jeune Révolution, GAJ...), s'est largement étoffé par les ralliements de militants et de notables locaux issus de l'UDF, du RPR et surtout du CNIP (Centre national des indépendants) à partir de 83. Après les européennes, le FN a mis en place une structuration nationale qui a tenu la route malgré les tiraillements consécutifs à la scission du FON, rassemblant, semble-t-il, certains «purs et durs» du noyau initial écartés au profit des nouveaux ralliés.

Cette structuration, récente, sans doute fragilisée par son caractère disparate, a trouvé appui sur divers réseaux, associatifs et culturels assez efficaces : tels le Syndicat national des professions libérales dont Pierre Descaves (député dans l'Oise) est le président, et le SNPMI dont le même Descaves est vice-président; telles les chambres des professions libérales dont François Bachelot (député de Seine-St-Denis) a été délégué de 1977 à 1985; tels les CAR (Comités d'action républicaine) et la CODAR (Confédération des associations républicaines) que préside Bruno Mégret, ex-RPR, député FN d'Isère, qui a réussi à raccrocher certains de ces clubs d'opposition à la mouvance du Front national; telles certaines associations d'Anciens combattants, l'Union nationale des combattants

d'Afrique du Nord et l'Union nationale des combattants dont François Porteu de la Morandière, député FN du Pas-de-Calais, fut respectivement président et président-adjoint. Sans compter les réseaux des chrétiens intégristes, de la secte Moon, etc.

A titre d'exemple, on peut voir fonctionner l'un de ces réseaux, constitué en 1970, le Cercle Renaissance «apolitique et aconfessionnel», créé pour «promouvoir une renaissance des valeurs culturelles, civiques, morales et culturelles». Son président est Michel de Rostolan, député FN de l'Essonne, 40 ans : ex-militant d'Occident en 68, responsable au CNIP, il est également — excusez du peu! — membre de l'«Union des intellectuels indépendants», trésorier de l'«Alliance pour une nouvelle culture», instigateur du «Comité pour la réélection de Ronald Reagan», secrétaire général de l'association «SOS-Droits de l'homme», administrateur de l'«Alliance nationale population et avenir» défendant des thèses natalistes, instigateur du «Comité français pour l'indépendance de l'UNESCO» et lié à diverses organisations de Moon... «Coquilles vides» de l'extrême-droite? Peut-être, mais ces organisations diverses sont liées, par tel ou tel de leurs participants, à des associations d'extrême-droite enracinées localement, par exemple, l'association «Art et lumière» et les comités de l'ouest «Chrétiens-solidarité», la «Société de protection des paysages d'Oléron». Participent au Cercle Renaissance diverses personnalités de droite et d'extrême-droite : Ch. de Bongrain, proche du GRECE (nouvelle droite), Jean Maxime-Lévêque, président d'Unir, P-Ch. Taittinger, ancien ministre, Jean Kiffer, député CNIP de Moselle, un ancien ministre de Taïwan et... des sociétés dont Kodak Pathé. Ce cercle possède un centre culturel à Paris, un mensuel et remet trois prix annuels. En 84, la remise des prix «Lettres» à un ouvrage prônant le désengagement de l'Etat, a été faite par Jacques Chirac en personne!

#### ...ET RÉSEAUX INTERNATIONAUX

Dix élus Front national au Parlement européen de Strasbourg. Avec les cinq élus néofascistes du MSI, «Mouvement social italien», et l'élu grec de l'EPEN, ces dix ont constitué le «Groupe des droites européennes» dont J-M. Le Pen est président. Ils ne restent pas inactifs et multiplient des projets bien sentis contre le terrorisme, pour un espace policier européen, contre l'Union soviétique, pour la réunification de l'Allemagne dans le giron occidental. A titre d'exemple, un projet de Résolution soumis à l'Assemblée européenne par le député Pordéa, mis en cause par la presse internationale, comme «infiltré des services secrets roumains», puis comme «agent de la secte Moon» au sein du Front national. Pordéa n'y va pas de main morte contre les journalistes, assimilés à des «terroristes», demandant que l'Assemblée : «1- constate que le banditisme journalistique est une forme de terrorisme, phénomène général des temps modernes, à même de frapper, à travers les citoyens, les institutions et leurs formes juridiques, en vue de la désintégration morale de la société; 2- proclame la nécessité d'une politique européenne concertée, visant la répression du terrorisme des médias...»

\*\*\*

De ces quelques indications, qui pourtant ne font pas le tour de la question, ressortent quelques réalités saillantes :

— la démultiplication des moyens logistiques, financiers, institutionnels et politiques du Front national après le 16 mars;

— un enracinement effectif, même si spécifique, à un univers associatif et idéologique mal connu — surtout par les militants de gauche;

Enfin, et l'expérience de l'Assemblée européenne le démontre, entré dans les institutions, le Front national n'abandonne pas ses positions au vestiaire. Plus, il va user de tous les nouveaux moyens à sa disposition. A — première — preuve : en ce début de session parlementaire, il avance 18 propositions de loi, convoque les médias, utilise les questions orales au gouvernement... Proposition prioritaire mise en avant par Le Pen devant les caméras de TF1 le 16 avril : le rétablissement de la peine de mort.

Ce faisant, Le Pen et le Front national ne sont pas complètement isolés dans l'électorat de droite, ni encore moins véritablement condamnés par les forces qui gouvernent depuis le 16 mars.

### DROITE ET EXTREME-DROITE EN PHASE

Ainsi l'exprime l'éditorialiste du Figaro Magazine, Louis Pauwels : «Qu'on le veuille ou non, la vaste formation libérale et conservatrice qui se dessine dans notre pays est AUSSI composée du parti de M. Le Pen, (...) La modernité réveille les questions posées par le Front national : la sécurité des biens et des personnes, l'avenir de la famille, l'identité culturelle, les valeurs fondamentales». Autant de thèmes que le long préambule du «discours programme» du premier ministre Chirac aborde en termes convergents. Le Pen s'est d'ailleurs payé le luxe d'ironiser sur ce discours qu'il aurait pu attribuer à un «orateur du Front national en fermant les yeux» a-t-il dit... Tandis que ses collègues députés UDF Lecanuet, Barrot et Gaudin n'ont pas tari d'éloges sur les qualités oratoires du leader du Front national dans les couloirs de l'Assemblée.

#### PASSERELLES ET ALLIANCES

Au delà des formes, il y a la réalité des alliances et des «va-et-vient» entre droite et extrême-droite.

Les alliances contractées plus ou moins ouvertement dans les régions (cf plus haut) vont fonctionner. Et bien des leaders de la droite qui faisaient la fine bouche avant le 16 mars, ont vite surmonté leur réticence à l'alliance : ces députés du Front national sont des «élus du peuple», n'est-il pas vrai... et tout vaut mieux que la gauche, mon bon monsieur! Depuis la rentrée parlementaire, Le Pen se joue adroitement de la courte majorité UDF-RPR : dans telle commission, ses hommes votent pour Lecanuet à la présidence, dans telle autre, ils «sanctionnent» tel RPR ou UDF moins «coopératif»... et il le dit à tout va. Le scénario là aussi recouvre des convergences politiques : le jour où Pierre Sergent, député FN, interpelle le gouvernement sur son refus d'ouvrir l'espace aérien aux bombardiers US en route pour Tripoli, le président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée — élu avec les voix du Front national — le très atlantiste Lecanuet convoque le ministre des Affaires

étrangères pour s'expliquer sur les «fluctuations» de la politique française au sujet de la Libye!

Ne sont-ils pas tous un peu du même monde, en définitive? Le député Front national Martinez (Héroult) n'a-t-il pas déjà interpellé les Madelin et Longuet, aujourd'hui ministres UDF, sur leurs premières armes faites à «Occident»? A l'inverse, il y a fort à parier que les «transfuges» RPR-UDF passés au Front national ont gardé quelques solidarités avec leurs anciens pairs (et aussi sans doute de solides inimitiés).

Jacques Chirac a donné, semble-t-il, quelques consignes de «prise de distance» vis-à-vis d'un Front national fort entreprenant à l'égard de l'électorat RPR... Pour autant, on ne peut s'en tenir là : dans les régions, et même à l'Assemblée, l'heure n'est plus au débat «faut-il ou non s'allier avec Le Pen?» qui traversa les organisations de la droite avant et après Dreux. On s'allie quand nécessaire, voilà tout! Et les refus d'une Simone Veil et d'un Bernard Stasi restent des voix isolées. Après mars 86 plus encore qu'hier, bien peu osent dire comme Simone Veil en 83 : «Le score réalisé par le FN à Aulnay-sous-Bois est une conséquence de la stratégie folle et dangereuse de l'opposition qui a banalisé l'extrême-droite». Bien peu refusent clairement l'alliance, comme Bernard Stasi ou Lionel Stoléru, ou s'indignent : «Comment un parti pourrait encore prétendre défendre les droits de l'homme dès lors qu'il conclut une alliance avec une formation qui se fait ouvertement le porte-parole de thèses racistes et xenophobes», comme Simone Veil (qui a pourtant accepté Hersant et Malaud sur la liste UDF-RPR aux européennes).

Certains observateurs ont cherché, dans les ca-fouillages et volte-face de F. Léotard, dans les ambiguïtés de R. Barre, les fausses naïvetés de Giscard et les rododromontades de Ch. Pasqua, des raisons et preuves qu'un «cordon sanitaire» était mis en place entre la «droite classique» dite alors «parlementaire» et le Front national. Après mars 86, l'une et l'autre



sont «parlementaires» et le cynisme grossier d'un Gaudin fait loi : «employer tous les moyens pour battre la gauche». Ceci d'ailleurs en distorsion avec un sentiment majoritaire des sympathisants UDF et RPR qui, à 65-70% refusent l'alliance avec le Front national lors des sondages de 85, contre 20 à 25% la souhaitant. La contrainte des rapports de forces issus des scrutins de mars 86 est ici en cause, mais aussi de

fortes convergences idéologiques et programmatiques.

#### LIEUX DE RENCONTRE ET D'ÉLABORATION

«La vraie droite, c'est nous» déclarent à l'envi les chefs du Front national, accusant Jacques Chirac d'avoir parlé de «travaillisme à la française» dans le passé et Giscard de se revendiquer du «centre». La perte des affaires gouvernementales de 81 survient pour la droite alors qu'un fort mouvement conteste déjà le «socialisme rampant» giscardien auquel est attribuée l'échec du 10 mai. Dans le même temps, différentes écoles «néolibérales» américaines ont fourbi les armes idéologiques de nouveaux doctrinaires qui irriguent A LA FOIS le renouvellement idéologique de la droite ET de l'extrême-droite.

Le «Club de l'Horloge», l'un des laboratoires actifs de ce renouvellement, est un lieu de rencontre et de collaboration idéologiques de la droite «classique» et du Front national de 1986. C'est une entreprise commune. Ainsi, la revue *Contrepoint*, proche du Club de l'Horloge, a pour directeur de publication Yvan Blot, responsable RPR, la société éditrice de cette même revue étant Yvon Briant, député du Front national. Ainsi, Jean-Yves Le Gallou qui fut secrétaire du Club et continue d'y être actif, est passé du PR au Front national... Les 12 et 13 octobre 1985, le Club de l'Horloge a organisé son X<sup>e</sup> colloque, quelques mois avant mars 86. Les interventions publiées dans *Contrepoint* recèlent un but explicite : ne pas s'en tenir à la seule victoire électorale de mars 86, mais préparer un programme d'action, disposer d'une «réflexion en profondeur préalable à la victoire sur les voies les plus appropriées du renouveau». Ce colloque «Rompre avec 50 ans de socialisme 1936-1986» entend démontrer que, hormis trois périodes, la France est «socialiste» depuis cinquante ans (vichysme y compris), les trois phases historiques de ce socialisme étant le marxisme-léninisme, le fascisme et le planisme de l'Etat-providence! Le colloque passe en revue les composantes de ce socialisme — dirigisme de l'Etat, pouvoir intellectuel de la gauche, «égalitarisme», «massification niveleuse» — et développe les obstacles et les conditions de la «rupture» avec ce socialisme, en particulier «les nouvelles valeurs», «la liberté» et «l'enracinement», radicalement opposées à l'égalitarisme et à la massification. Dans cette conception s'inscrit ouvertement un véritable programme qui a inspiré en dièse ou en bémol le programme électoral UDF-RPR et celui du Front national : privatiser, désétatiser, déréglementer, adopter la «préférence nationale», modifier le Code de la nationalité, tout y est dans ce colloque d'octobre 85!

#### CONVERGENCES ET DIFFÉRENCIATION DES PROGRAMMES

A examiner de près les programmes des uns et des autres, on retient de nombreuses convergences : même philosophie globale, mêmes thèmes, mesures communes... plus le jusqu'aboutisme Front national... Exemple : le mouvement de Le Pen fait dans le libéralisme absolu : champion de la privatisation, de la suppression du SMIC et des seuils sociaux, partisan de la déréglementation à outrance, de la suppression du monopole syndical et des lois Auroux. C'est «tou-

suite page 22

# LA RÉACTION A L'ŒUVRE

Les résultats globaux de la droite, près de 55% des exprimés et 41% des inscrits, reflètent une importante poussée à droite de l'électorat (cf *Etat des lieux* pp. 4 à 7). Cette évolution est d'autant plus notable que la droite, ces dernières années, a procédé à une radicalisation d'ensemble de ses analyses et propositions, opéré un profond renouvellement idéologique et politique basé sur l'ultra-libéralisme et mis en œuvre ces conceptions, en particulier dans les municipalités conquises en 1983 (cf le dossier en pages centrales). Qu'en est-il, dans ce cadre, de l'UDF et du RPR, de leurs résultats et du programme du gouvernement Chirac ?

RPR et UDF ont réuni, ensemble dans les deux tiers des départements ou séparément, 42,03% des exprimés, soit 1 point de moins qu'aux européennes de 84, résultat qui est apparu en deça de leurs espoirs et qui, compte tenu du score du Front national, ne leur donne qu'une courte majorité à l'Assemblée nationale. Ils ont cependant gagné près de 3 millions d'électeurs par rapport aux européennes, passant de 23,5% à 31,6% des inscrits.

## UNE SITUATION COMPLEXE

Ces résultats reflètent la complexité de la situation dans laquelle se sont trouvés RPR et UDF depuis les européennes. Jusque là en effet ils avaient réussi, dans leur union comme dans leurs divisions, à concentrer la quasi-totalité des aspirations de l'électorat de droite. L'émergence et l'enracinement du Front national autour de 10% depuis 1984, créent pour le RPR et l'UDF une situation nouvelle dans laquelle ils ne sont pas seulement en opposition par rapport au PS et à la gauche mais aussi en rivalité avec le Front national.

S'il n'y a pas de fossé idéologique et politique entre les électeurs de l'UDF et du RPR et celui du Front national, on a cependant assisté, ces deux dernières années, à une différenciation que traduisent les enquêtes et sondages. Ainsi, alors qu'en mai 1984, 46% des électeurs UDF et 62% des électeurs RPR se prononçaient pour l'alliance avec le Front national, ils n'étaient plus respectivement que

21 et 28% en octobre alors que 40 et 33% préféraient une alliance avec le PS. De même, fin 1985, la majorité des électeurs RPR et UDF étaient hostiles, à la différence des électeurs du Front national, à la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, à celle du SMIC, ou de l'automatisme de la nationalité française pour les enfants d'immigrés; ils refusaient la mise en cause du système de protection sociale, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, l'atteinte au libre accès des enfants d'immigrés à l'école publique ou la suppression du versement des allocations familiales à leurs familles (\*). Soulignons qu'au vu de l'enquête sortie des urnes Bull-BVA (\*\*), l'électorat RPR-UDF du 16 mars correspond beaucoup plus classiquement à un électorat de droite que celui du Front national: 29% des ouvriers, 33% des employés, 36% des cadres moyens, mais 49% des professions libérales et cadres supérieurs, 54% des agriculteurs et 61% des commerçants et artisans ont voté RPR-UDF, alors que l'électorat Front national est nettement plus homogène (cf p. 8 et ss. *Le Front national s'installe dans la société française*).

Ces éléments sont à compléter par d'autres éléments qui soulignent le caractère radical qu'a représenté le vote UDF-RPR le 16 mars. Ainsi, 70% ont voulu exprimer leur opposition au président de la République et 72% se prononçaient pour que celui-ci démissionne en cas de victoire de leurs forma-

tions, chiffres similaires à ceux des électeurs du Front national.

Cette situation complexe de la coalition RPR-UDF se retrouve au lendemain du 16 mars à propos du gouvernement Chirac. Il a été souvent affirmé que les contraintes institutionnelles liées au maintien de François Mitterrand à l'Élysée et surtout la proximité de l'élection présidentielle allaient amener le nouveau gouvernement à appliquer avec prudence sinon mollesse la plate-forme commune RPR-UDF. En fait, la place acquise par le Front national qui dispose aujourd'hui de moyens décuplés et compte pouvoir regrouper demain de futurs «déçus de la droite» pèse en sens inverse sur le contenu de la politique gouvernementale. RPR et UDF sont en quelque sorte pris en sandwich entre d'un côté le Parti socialiste, et de l'autre le FN. Le discours-programme de Jacques Chirac, sur lequel il a obtenu la confiance de l'Assemblée nationale, témoigne d'ailleurs de sa volonté d'appliquer «sans faiblesse ni ambiguïtés» la plate-forme commune.

## LE LIBÉRALISME SAUVAGE

Outre la description détaillée du programme gouvernemental et législatif, le discours-programme de Jacques Chirac comporte un long préambule de philosophie politique, tout à fait révélateur de la radicalisation de la droite. Il comporte tout d'abord un violent réquisitoire contre le dirigisme étatique. Qualifié de «tentation française par excellence», depuis des décennies, voire des siècles, il a débouché sur une «société admi-

nistrée et même collectivisée» qui est en même temps «un modèle social» non dénué de qualités (il flatte le goût pour l'égalité, assure pérennité et stabilité au corps social, se concilie avec le besoin de sécurité qui s'incarne dans l'État-providence). Mais ce modèle présente pour Chirac deux défauts rédhibitoires: «il se détruit lui-même par obésité; et, surtout, il menace d'amoindrir les libertés individuelles». Il est contradictoire avec le besoin d'autonomie personnelle, nourri par l'élévation du niveau de culture et d'éducation qui s'exprime avec force.

Le renouveau proposé consiste à mettre en avant des valeurs «qui nous ouvrent l'avenir tout en nous rattachant à la longue lignée de l'humanisme occidental»: liberté, création, responsabilité, dignité de la personne humaine. Car, «la liberté développe l'inclination naturelle de chacun d'entre nous à l'altruisme, à la générosité, à la fraternité» et «c'est dans une société où chacun pourra être davantage lui-même que la justice entre tous pourra le mieux progresser».



Cette ode au libéralisme, inspirée du retour en force de cette conception des hommes et du monde (cf annexe), prend toute sa valeur dans le contenu même du programme gouvernemental: liberté pour les forces du capital de fixer les prix, de commercer avec l'étranger sans contrôle des changes, de gérer les effectifs en s'attaquant à l'autorisation administrative de licenciement et en assouplissant les dispositions législatives qui régissent le contrat de travail à durée déterminée, le travail temporaire et le travail à temps partiel, de spéculer, grâce à une amnistie fiscale établissant la

confiance et favorisant le retour des capitaux; privatisation de l'ensemble des entreprises du secteur concurrentiel, de la totalité des banques et assurances, de deux chaînes de télévision; liberté pour les grands groupes médiatiques par l'abrogation de la loi sur la presse, avant même qu'elle n'ait été réellement appliquée; liberté pour les privilégiés avec la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et l'abaissement des tranches d'impôt sur le revenu; liberté pour les propriétaires avec l'abrogation de la loi Quilliot; liberté pour les plus favorisés avec la suppression de la carte scolaire... Chirac a beau affirmer que «nous ne sommes ni les représentants ni les défenseurs de telle ou telle classe, groupe ou corporation», son libéralisme est une valorisation des lois de la jungle au profit de la minorité d'exploiteurs.

## MIEUX CENTRER L'INTERVENTION DE L'ÉTAT

Pour autant, cet ultra-libéralisme, qui repose sur la dénonciation du «dirigisme étatique», vise moins une diminution de l'intervention de l'État qu'une réorientation de son intervention et de ses formes. La critique d'«obésité», ci-dessus soulignée, vise à centrer l'intervention de l'État sur l'accumulation du capital sur le déploiement dans le marché mondial, sur sa fonction de stratégie économique-politique du capital, en déléguant au secondaire et, tout particulièrement, au «social». La trame générale du discours-programme ne correspond en rien à un affaiblissement de l'État mais à un renforcement de son rôle sur les objectifs jugés essentiels. D'ailleurs, à chaque fois que le programme gouvernemental parle d'abrogation d'une loi ou d'un règlement, il en envisage d'autres qui seront encore plus contraignants pour les travailleurs et milieux populaires. Le collectif budgétaire, modifiant le budget 1986 est tout à fait révélateur de cette orientation, qui prévoit autant d'économies que de dépenses nouvelles, rogne sur certaines dépenses qui n'apparaissent pas essentielles et bloque les salaires des fonctionnaires pour augmenter les aides et subventions au capital (sidérurgie, Renault, chantiers navals, aides aux entreprises embauchant des

jeunes, exonérations fiscales des gros actionnaires). Dans le domaine de la protection sociale, tout en affirmant la volonté de sauvegarder la Sécurité sociale, le programme gouvernemental insiste sur la nécessité d'apporter un «supplément de liberté et de responsabilité» afin d'équilibrer les comptes en 1987, ce qui dénote une volonté de traiter les réponses aux besoins collectifs et sociaux comme de simples marchandises et de soumettre la fonction protection sociale aux normes du système capitaliste.

## INSÉCURITÉ TERRORISME ET IMMIGRATION

Le deuxième grand axe mis en avant par Chirac concerne la sécurité. L'assimilation entre délinquance, immigration et terrorisme, à laquelle la droite avait procédé depuis 1982-1983, et dont le Front national a fait une de ses orientations essentielles, est ici pleinement développée. La dénonciation de la montée de la délinquance, de l'insécurité et du terrorisme est immédiatement suivie de la critique de «l'accroissement ininterrompu de la population étrangère malgré l'arrêt officiel mais non contrôlé de l'immigration». Quant aux mesures proposées pour remédier à cette situation, elles enchaînent le renforcement de la sécurité des personnes et des biens, la lutte contre le terrorisme et la préservation de l'identité de la communauté nationale (manière élégante de parler de l'immigration).

Les orientations proposées relèvent toutes d'une démarche répressive qui entraîne d'importantes remises en cause des libertés démocratiques. Il en est ainsi en particulier de l'extension des contrôles d'identité, du rétablissement des «unités spécialisées» de police ou des écoutes téléphoniques. Mais l'essentiel consiste en de nouvelles attaques des droits des immigrés: procédure administrative de reconduction à la frontière des étrangers «en situation irrégulière», ce qui permet l'arbitraire le plus complet, réforme du Code de nationalité pour empêcher la naturalisation automatique des enfants nés en France, rétablissement des visas

(\*) Sofres - Opinion publique 1985 et 1986 - Ed Gallimard  
(\*\*) Libération du 18 mars

pour les non-originaux de la CEE.

## FAMILLE... ET PATRIE

Deux autres orientations du discours-programme de Chirac comportent un fort contenu idéologique. D'abord la dénonciation de l'*«hiver démographique qui engourdit notre dynamisme»* et l'insistance sur le rôle de la famille qualifiée de *«meilleure chance de la France»*, car elle *«transmet les traditions et les valeurs qui tissent entre nous les liens d'appartenance à une même culture»*. Chirac ajoute qu'*«une civilisation millénaire comme la nôtre se construit pierre à pierre»* et que *«les familles sont les pierres de l'édifice»*.

Ensuite l'insistance sur la défense de la place et du rôle de la France dans le monde, d'une France qui a *«tous les atouts requis pour occuper, dans la compétition mondiale, l'une des premières places»*, car elle est riche, a son propre génie, est inventive, généreuse et harmonieuse. C'est *«affaire de volonté et d'ambition»*, qui implique d'*«assumer toutes les disciplines de la liberté et de la compétition internationale»*. Cette orientation se concrétise dans la réorientation de la politique de coopération, en privilégiant les pays francophones d'Afrique du sud du Sahara et les trois pays du Maghreb, et dans la défense intransigeante des dernières colonies françaises : *«nous sommes déterminés à assurer à nos concitoyens d'outre-mer, dans l'ordre et la sécurité, leur avenir dans la France, une France qui, sans eux, serait loin d'être ce qu'elle est aujourd'hui»*. Et d'insister sur le rôle de l'armée, *«une armée fière de ses traditions de valeur militaire, illustrées hier encore au Levant et en Afrique»*.

## UN GOUVERNEMENT DE CHOC

L'ensemble des orientations, ouvertement réactionnaires, contenues dans le discours-programme de Chirac traduit la volonté de *«rupture»* et de *«renouveau»* manifestée par l'ensemble de la droite dans le processus de radicalisation et de renouvellement opéré ces dernières années. La composition

même du gouvernement en témoigne avec la présence d'hommes comme Charles Pasqua, ancien responsable du SAC, Bernard Pons aux DOM-TOM, Alain Madelin ou Gérard Longuet, issus de l'extrême-droite, tout comme les intitulés des ministères, tels la Privatisation, la Sécurité, la Francophonie ou le Pacifique-sud. La décision de recourir aux ordonnances pour rétablir rapidement le scrutin majoritaire, qui est le mode de représentation le plus injuste, et pour mettre en œuvre un nombre important de mesures économiques et sociales ne tient pas seulement à la faiblesse de la majorité dont dispose le gouvernement à l'Assemblée. Elle est liée au contenu même d'une politique qui repose sur une nette accentuation de l'offensive des forces du capital contre les travailleurs et le mouvement ouvrier et populaire et vise à profiter de l'affaiblissement de leurs capacités de résistance pour rechercher une victoire qui permettrait de consolider durablement la domination du capital.

La politique du gouvernement Chirac n'est ni le retour à la politique de la droite avant 1981, ni la continuation ou la simple aggravation de la politique mise en œuvre ces dernières années par la gauche au gouvernement. C'est une politique de réaction dans tous les domaines, une attaque des conditions de travail et de vie de la grande masse des travailleurs et milieux populaires afin d'opérer une régression sociale sans précédent.

Cela éclaire ce qui est bien improprement appelé «cohabitation» entre François Mitterrand et le gouvernement Chirac, non une collaboration ou une alliance, mais la concrétisation institutionnelle du rapport de forces du 16 mars. En perdant la majorité à l'Assemblée nationale, François Mitterrand perd l'essentiel des pouvoirs exercés depuis 1958 par les présidents de la République. Il conserve des prérogatives en matière de politique étrangère et de défense, peut menacer de ne pas signer certaines ordonnances. Mais il est pour l'essentiel contraint d'accepter la politique et les méthodes du nouveau gouvernement et de la nouvelle majorité parlementaire, du moins tant qu'il ne décidera pas, par la dissolution de l'Assemblée ou par sa démission, de nouvelles élections.

## UN PROFOND RENOUELEMENT

Cela amène à s'interroger sur le paradoxe qui consiste en ce que c'est au moment où la droite opère une profonde radicalisation politique et idéologique et met en avant ouvertement les orientations des forces du capital qu'elle redevient nettement majoritaire. Incriminer la politique et la stratégie de la gauche au gouvernement ces cinq dernières années, les déceptions et désarrois qu'elles ont engendrés, ne suffit pas à expliquer ce retournement de la situation.

En rompant avec certaines thèses déconsidérées, en renouvelant sa pensée stratégique, la droite a su répondre à des attentes et aspirations partagées par des millions d'habitants. Ainsi, les thèmes du moins d'Etat et de la défense des libertés ont rencontré des échos positifs chez beaucoup, confrontés au caractère tatillon et inhumain de l'appareil bureaucratique de l'Etat, à l'inflation des règlements et procédures, à sa rupture d'avec les difficultés quotidiennes de vie, quels que soient les efforts individuels des fonctionnaires. Le sentiment d'un Etat envahissant et même hostile a gagné du terrain ces dernières années en parallèle avec l'accentuation des effets de la crise et les thèses libérales ont fusionné avec nombre d'aspirations.

De même, la droite a réussi à nouer de nouveaux liens avec la société. Des réseaux multiples ont été constitués, tissant un filet solide et actif de clubs et d'associations, lieux de rencontre, de confrontation, d'élaboration et d'unification idéologique, ferments de cohésion et de renouvellement. Dans cette nébuleuse, il convient particulièrement d'insister sur le rôle des organisations professionnelles (CNPFP, CGPME, SNPPI, FNSEA, FFA, CSL, CGC, associations des professions libérales, UNAPEL, chambres d'industrie, de commerce et d'agriculture...) qui structurent l'électorat privilégié de la droite et ont activement participé à l'opération de reconquête. Il faut également souligner l'utilisation militante de la presse et des médias, y compris des radios libres.

Les résultats du 16 mars ne sont pas seulement un avatar dans un processus d'alternance tranquille. Ils sont le fruit d'un travail patient,

## DOSSIER

*Le dossier publié ci-dessous est paru dans le numéro 41 (mars 86) d'«Hommes et Libertés».*

*revue de la Ligue des droits de l'homme.*

*Il a été réalisé par Marie-José Chombart de Lauwe,*

*membre du Comité central de la LDH,*

*et constitue quelques pages d'un ouvrage en préparation.*

*Trois ans après la mise en place*

*des nouvelles municipalités conquises par la droite,*

*le libéralisme fait ses «preuves» en matière d'intolérance*

*et de non-respect des libertés...*

*Autant de faits qui en disent long sur les conceptions et pratiques à venir de l'équipe gouvernementale en place.*

# Des communes sous le règne du libéralisme

Une première étape a consisté à «chasser les rouges». Revanche ou désir de se défendre en expulsant l'ennemi de la place, le résultat a été le licenciement d'employés municipaux, directement, ou, de façon moins brutale, sous forme d'incitation au départ, de mutations arbitraires, de refus de titularisation. Par exemple, dans le Val-d'Oise, 90 agents communaux ont été touchés par de telles mesures, dont 2 départs en retraite non remplacés. Dans aucun cas, la compétence et le dévouement de ce personnel n'était mis en cause, leur dossier le prouve. Mais ils étaient adhérents à la CGT.

Dans une commune des Hauts-de-Seine, Antony, 11 fonctionnaires communaux ont été aussi licenciés ou contraints au départ, et on pourrait dresser une liste nombreuse de tels cas dans les communes reprises par la droite.

L'opération de chasse aux mal pensants, donc aux mal votants, a été tentée également auprès des habitants. Les nouvelles municipalités de droite aimeraient bien modifier leur électorat. A Antony, une tentative d'annulation des baux de vingt locataires d'HLM a échoué grâce à l'action énergique des habitants concernés, dont le

relogement avait été promis par la précédente municipalité, et qui étaient donc suspectés de voter à gauche.

Mais, diront certains, un changement de majorité et l'arrivée d'une nouvelle équipe dans une mairie n'entraîne-t-elle pas toujours, plus ou moins, le désir de s'approprier le territoire ? Ces pratiques sont de toute façon inadmissibles, car elles représentent des atteintes aux droits des individus dans le domaine du travail et du logement.

## La chasse aux rouges. L'intolérance

Dans plusieurs de ces villes, des stades, des rues qui portaient le nom de personnalités de gauche ont été débaptisés. Ainsi, à Levallois-Perret, à Suresnes, le maire a voulu effacer celui de Salvador Allende. A Châtillon-sous-Bagneux, ce geste se révèle franchement caricatural, puisque le maire RPR a transformé le boulevard Salvador-Allende en « boulevard de la Liberté », comme si la chute de ce personnage, victime de sa tolérance et de son extrême volonté de diriger démocratiquement le Chili, avait été l'occasion d'une instauration de la liberté... avec la prise de pouvoir du dictateur Pinochet. A Antony, le stade qui portait aussi ce nom est presque toujours désigné sous celui de « stade municipal ». On est plus discret. Ailleurs, on refuse de donner le nom d'un ancien déporté comme Marcel Paul, parce qu'il était communiste, bien qu'authentique résistant. A Sète, la salle communale « Léon-Blum » devient « Georges-Brassens ». Le poète-chanteur aurait sans doute ridiculisé l'affaire. A Chauvigny, Aragon à son tour est chassé de la place qui portait son nom. Faute de personnalité tolérée ou manque d'imagination, le lieu devient « place de la Poste ». A Montgeron, c'est le nom de Mendès France qui disparaît. Les exemples sont trop nombreux pour qu'il s'agisse de simples bavures de droites durées qui se vengent. Les personnalités visées ont pourtant été un honneur pour la France ou pour leur pays. Et si la gauche avait débaptisé les lieux publics qui portent les noms glorieux du général de Gaulle, de d'Estienne d'Orves ! Cette petite guerre haineuse est bien la preuve d'un manque de noblesse de ceux qui prônent l'élitisme. L'extrême droite activiste a été plus loin, puisqu'à Tarbes elle avait modifié des noms de rues, ceux de résistants étant remplacés par ceux de collaborateurs, Doriot, Pétain, etc. Faut-il y voir une sug-

gestion pour un futur régime où l'extrême droite aurait sa place ?

La chasse aux rouges s'exprime aussi par la suppression de publications estimées de gauche dans les bibliothèques municipales, par exemple *Différences*, la revue antiraciste du MRAP, à Antony entre autres villes. Dreux exerce le maximum de censure avec l'élimination de douze titres.

Plus grave que cet intolérance réappropriation du territoire est la destruction des



équipements sociaux et la mise en tutelle de la vie associative et de la culture. Tantôt la municipalité agit avec violence, n'hésitant pas à faire appel à la police, tantôt elle procède par « la stratégie du boa », en étouffant progressivement tel ou tel secteur de la vie locale.

## L'élimination des équipements sociaux

La priorité accordée à la médecine libérale a pour conséquence la fermeture totale ou partielle des centres de santé. A Noisy-le-Grand, le maire, Mme Françoise Richard, RPR, et ses alliés décidaient de fermer le centre de santé Marie-Curie, en ne laissant subsister que les soins dentaires pour les enfants et les consultations pour les personnes nécessiteuses. Cette commune est peu équipée médicalement : 120 médecins pour 100 000 habitants. En huit mois, le centre avait accueilli 5 000 Noiséens. A Antony, deux centres de santé avaient été implantés.

Le but de ces centres est d'assurer en même temps une action préventive et curative, ainsi qu'une éducation sanitaire. Ils tentent de promouvoir un travail d'équipe, comprenant un médecin généraliste et des infirmières, un dentiste, des personnels d'accueil, une assistante sociale, une conseillère de planification familiale, éventuellement des spécialistes. Ils souhaitent aboutir à la création d'une gestion par un comité qui comprendrait des professionnels, des usagers, des représentants de la municipalité. Ce type d'équipement est une création originale qui essaie de rendre chacun responsable de lui-même, de sa santé. Il a déjà rendu des services considérables, vu le nombre de personnes, soignées et le travail de prévention accompli.

Mais l'effort de prévention, de responsabilisation des habitants n'intéresse pas la droite. Le coût est jugé trop élevé, bien que le temps de rentabilisation ait été trop court pour que ce coût soit mesurable. Le bénéfice humain et même la rentabilité économique du travail de prévention ne sont pas pris en compte.

A Noisy-le-Grand, la décision est brutale, la police est envoyée pour faire sortir les médecins et les patients venus pour consulter. Une lettre circulaire adressée aux habitants accuse le médecin responsable du centre de toucher un salaire très élevé. Celui-ci porte plainte contre le maire et gagne son procès. La population ne peut qu'être dégoûtée de la politique par de tels procédés.

A Antony, le processus est insidieux. Le conseiller municipal à la santé annonce que les centres ne fermeront pas. Puis il licencie au compte-gouttes. Chaque licenciement prend un caractère particulier. Il n'y a aucune réunion avec l'ensemble du personnel. Le centre le plus ancien, dont la clientèle plus aisée sera dirigée vers les médecins libéraux, est liquidé en premier. La municipalité refuse de prendre en considération un projet des centres qui permettrait d'obtenir des financements par diverses sources dans le cadre du ministère de la Solidarité nationale. Il y a un désintérêt de la municipalité pour la promotion de la santé et la volonté de démanteler les équipements mis en place par une politique de gauche. Les centres n'ont pas été directement fermés, mais les financements et le personnel réduits de telle façon qu'ils ne pouvaient plus fonctionner.

Les centres de planification familiale, qui étaient installés dans ces centres, viennent d'être fermés, le 14 mai 1985. Antony ne possède plus qu'une unité sanitaire dépar-

tementale qui traite du planning. Elle reste ouverte deux demi-journées par semaine, mais pas le mercredi, parce que les lycéennes y venaient trop nombreuses. Désormais, les gynécologues de médecine libérale les recevront. Pourtant les conseillères étaient payées par le département, donc ne coûtaient rien à la mairie. De plus, une partie importante des consultantes étaient des femmes maghrébines, qui ne votent pas. Mais elles prenaient l'habitude de sortir de leur HLM, de venir discuter, de se former. La municipalité fait des économies, plus ou moins rentables à long terme, et se libère de soucis de formation, de solidarité pour se cantonner à la gestion de l'état civil. Tel est le principe d'une gestion libérale, qui évite « le misérabilisme » (dit le maire de Noisy-le-Grand) et se désintéresse des défavorisés. A Antony, le bureau d'hygiène et le bureau d'accueil des chômeurs ont été également fermés. Pour compléter l'application du programme.

Enfin, plusieurs associations, dont la LDH, ont protesté contre les modalités d'attribution de l'allocation supplémentaire pour le troisième enfant. Le but de cette allocation est de « favoriser les foyers antoniens et de ne pas avantager excessivement les couples de passage » (BMO n° 4, juillet 1984), ce qui est justifié. Mais les critères d'attribution le sont moins : il faut être inscrit sur les listes électorales depuis trois ans. On aurait pu demander d'autres documents faisant la preuve de cette présence, des quittances de loyer, des attestations de paiement d'impôts locaux, par exemple. Le critère exigé élimine les étrangers même insérés depuis plus de trois ans, et ceux qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales, généralement des habitants appartenant aux couches les plus défavorisées, qui ont le plus besoin de cette aide. M. Le Gallou, maire adjoint, passé récemment au Front national, s'est manifesté lors d'un précédent conseil municipal en demandant que ce critère soit aussi appliqué pour l'attribution des places de crèche.

## La vie associative et la culture menacées

Depuis une dizaine d'années, la droite, sous l'impulsion des penseurs de la nouvelle droite, a mesuré l'importance de la culture : elle s'efforce de créer une pensée de droite. Elle infiltre les réseaux associatifs, reprend en main les maisons de la culture, les équipements pour les jeunes.

A Sète, dès l'installation de la droite à la mairie, l'appareil destructif se met en mar-

che. La liste des atteintes aux libertés des associations est impressionnante. Un ensemble de nombreuses associations de tendances diverses rédige un manifeste et appellent la population à se mobiliser.

A Brest, le nouveau maire RPR s'attaque aussi à la culture. La maison de la culture jouissait d'une totale autonomie de gestion et de programmation. Elle avait le soutien de 5 000 adhérents. Elle recevait de l'ancienne mairie une subvention de 3,1 millions de francs. Le nouveau maire les lui supprime et annonce que le matériel et le personnel mis à sa disposition sont repris. Les subventions accordées à de nombreuses associations à vocation culturelle, familiale sont arrêtées, ainsi que celle attribuée à Radio-Brest-Atlantique.

A Nantes, la nouvelle équipe municipale rompt la convention précédemment établie avec la maison de la culture. De nombreuses villes cessent de même de subventionner des associations culturelles : Autun, Saint-Etienne, Saint-Jean-d'Angély, Tourcoing, Poissy. A Taverny, le nouveau maire RPR « fait des économies » en supprimant le poste d'éducateur de rue, la subvention à l'Office municipal de la culture, l'aide aux détenus libérés, la subvention à l'Unicef, au MRAP. C'est bien une politique concertée de la droite pour promouvoir une autre idée de la culture qui est en jeu. A Levallois-Perret, un chanteur et comédien se voit refuser un spectacle sur Aragon.

En réponse, de nombreuses associations culturelles prennent position et protestent par diverses voies. Entre autres, des créateurs et des professionnels de l'action culturelle et artistique se réunissent à l'initiative d'Antoine Vitez, au théâtre de Chaillot et lancent un appel.

## Stratégies de la droite dure, principes et pratiques

Une première tactique est de mettre la main sur les associations ou organisations proches de la vie municipale, en y introduisant des bataillons d'adhérents nouveaux, qui se découvrent un intérêt subit pour la caisse des écoles, le comité de jumelage, ou une association du théâtre.

Antony, de ce point de vue, fournit un excellent exemple du procédé. Le comité des villes jumelées est envahi en quelques jours par un millier de nouveaux adhérents, introduits par les amis du maire, regroupés sur deux listes, accompagnées de chèques

globaux. Depuis, il y eut un simulacre d'assemblée générale. Le comité de jumelage a brusquement viré à droite, mais végète. A Nantes, le maire, Michel Chauty a évoqué le jumelage avec une ville d'Afrique du Sud, à l'instar de J. Médecin qui a jumelé Nice et Le Cap. A Brest, J. Berthelot démantèle l'association qui s'occupait du jumelage et dénonce les accords passés avec les villes du Tiers Monde.

Deux cibles principales se sont trouvées dans le colimateur de la municipalité



d'Antony : le théâtre Firmin-Gémier et le foyer des jeunes Lionel-Terray. Le maire adjoint à la culture était Jean-Yves Le Gallou, un des responsables du Club de l'Horloge, transfuge de la nouvelle droite après avoir passé du domaine de la culture et de la pensée au domaine de la politique, et s'être alors converti à l'ultra-libéralisme. Cet énarque va appliquer ses idées d'extrême droite sur la culture occidentale prônée par le GRECE, secteur où il reste fidèle à ses origines. Il licencie d'abord le régisseur et la directrice du théâtre, puis engage un nouvel administrateur bien dans la ligne de la nouvelle droite, M. Gérard Savoisien, qui a travaillé pour « Théâtre et Lumière » filiale d'« Art et Lumière ». Cette association ainsi que l'« Alliance pour une nouvelle culture » ont des responsables à la présidence et la vice-présidence qui sont les mêmes : Daniel Courrant d'un côté et Aude de Kerros de l'autre s'échangeant la présidence et la vice-présidence. Ce dernier est aussi animateur des comités « Chrétienté et Solidarité », intégristes d'extrême droite dirigés par le trop connu Bernard Antony, sur le liste de J.-M. Le Pen aux élections euro-

péennes. Une troisième association sous l'« Association des élus pour la culture » est présidée par M. J.-P. Hugot, qui est en même temps vice-président d'« Art et Lumière ». J.-Y. Le Gallou siège également au bureau de l'« Association des élus pour la culture ». Les trois associations sont imbriquées, et plusieurs de leurs responsables ont appartenu à l'extrême droite la plus dure (à l'Occident, au CNIP, à l'UNI...). (cf. *le Monde*, 3-10 novembre 1983).

Après la mise en place du nouveau directeur, le responsable à la culture a mis une mauvaise volonté évidente pour convoquer une assemblée générale extraordinaire régulièrement demandée par les abonnés du théâtre. Il recruta de nombreux abonnés de circonstance. Le 24 mai, se tenait alors une assemblée générale visant à éliminer du conseil d'administration les représentants des abonnés hostiles à la politique du maire. Malgré les protestations, le tour était joué. Ce qui permit de programmer la pièce de propagande politique de Vladimir Volkoff, *Yalta*, qui ridiculise les représentants des démocraties.

## Comment déstabiliser les associations culturelles

Le démantèlement du foyer Lionel-Terray est aussi tristement exemplaire. Ce foyer, régi depuis fort longtemps par une association du même nom, est inséré au milieu du grand ensemble où vit la partie la plus défavorisée de la population. Ce foyer y accueillait les jeunes, très nombreux. Il jouait un rôle de prévention, et d'animation, de formation, le seul dans cette cité-dortoir pour les jeunes souvent désœuvrés, qui venaient participer à l'organisation des activités. Il comprenait une quarantaine d'animateurs, 25 activités, 1 800 adhérents. Aujourd'hui, seules les activités sportives subsistent, sous l'égide d'une nouvelle association « Sport et Loisirs » et quelques activités culturelles qui végètent. Comment le maire a-t-il procédé ? L'assemblée générale avait refusé la nouvelle orientation de la municipalité. Alors il a coupé les vivres : le financement de la mairie représentait les deux tiers des fonds de financement, il a été supprimé. Quand les adhérents ont voulu reprendre leur cotisation, une circulaire les a avertis qu'il fallait cotiser à « Sport et Loisirs ». Au conseil municipal, quand le moment est venu de discuter des subventions de Lionel-Terray, il n'y avait plus d'adhérents. C'est pourquoi la subvention a été retirée, le

directeur suspendu et 7 éducateurs permanents mis au chômage.

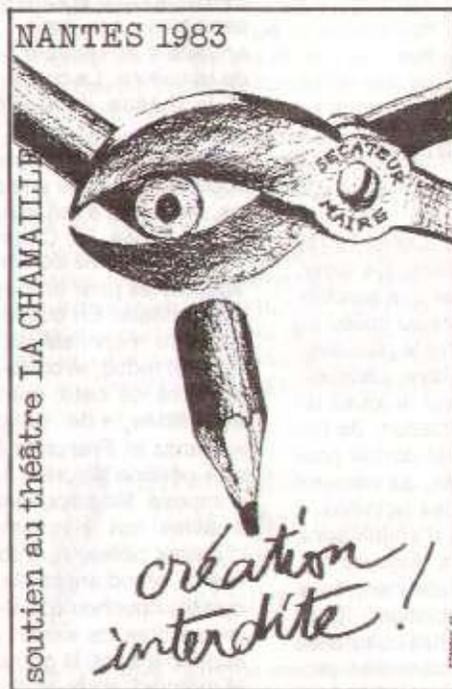
En novembre 1985, une proposition est faite au conseil municipal d'accorder une subvention à une association inconnue « Animation des structures d'accueil de la jeunesse d'Antony », à laquelle 700 000 F avait été attribués en juin 1985. Cette association aurait 27 ateliers, 17 animateurs vacataires et 3 permanents pour 176 adhérents seulement, alors que Lionel-Terray comprenait une cinquantaine d'ateliers.

La stratégie apparaît clairement : la municipalité déstabilise l'équilibre financier de l'équipement, en réduisant ou supprimant ses subventions. Puis elle constate que l'organisme est déficitaire, elle en dénonce le coût. Le personnel est alors licencié, en douceur ou brutalement. Enfin l'association de soutien est soit infiltrée et change d'orientation, soit remplacée par une autre association. C'est donc la vie associative qui est atteinte en même temps que la prévention, l'aide sociale et la culture.

A Nantes l'opération illustre parfaitement ce mécanisme et touche une série de points sensibles. Le maire RPR, M. Chauty ampute d'un quart le budget de la maison de la culture. La convention qui liait la ville et le théâtre de la Chamaille n'est pas reconduite. La région et le département désavouent la politique de M. Chauty en accordant chacun une subvention au théâtre, mais tout à fait insuffisante pour assurer sa survie. La Chamaille était pourtant implanté depuis douze ans et assurait des spectacles pour un noyau d'environ 4 000 spectateurs. En outre, le nombre des animateurs responsables des loisirs des jeunes est réduit, et on se prive en priorité des services de ceux qui ont une orientation suspectée « de gauche », comme les « Francs et Franches Camarades ». Dans une période de crise, faire des économies s'impose. Mais souvent l'argent des contribuables est simplement détourné vers d'autres cibles. A Antony, ce sont les jeunes du grand ensemble qui sont lésés, ainsi que les couches sociales qui fréquentaient les centres de santé. A Nantes, le maire supprime aussi la gratuité dans les piscines le mercredi après-midi pour les écoliers. Ce qui ne sera pas une charge bien lourde pour les familles aisées. Le maire a été dénommé avec humour « Chauty-le-sécateur »...

A Fécamp, le nouveau maire UDF remplace la maison des jeunes et de la culture par un « Centre de culture et de loisirs » dans les mêmes locaux. La MJC avait pourtant été implantée en 1962 par une municipalité de droite. Mais la nouvelle municipalité lui reproche d'être sortie de son rôle en

organisant des stages d'insertion professionnelle et en travaillant avec des comités d'entreprise locaux. La MJC était en déficit, du fait, encore une fois, de retrait d'une partie des subventions par la ville. Elle avait toujours, semble-t-il maintenu son indépendance vis-à-vis du pouvoir local de droite puis de gauche. Les adhérents, 1 200, ont dû choisir entre l'ancienne association, qui a refusé de déménager et dont le matériel a été retiré de force (3 000 ouvrages de bibliothèque, laboratoire photo) par les services techniques de la ville, et la nouvelle association « Centre de culture et de loisirs ». C'est une injustice qui révolte les jeunes attachés à leur maison et qui refusent de céder le terrain. « Dans la mesure où nous payons, nous sommes fondés à exprimer les choix de la majorité silencieuse de la population », déclare M. Jean-Pierre Deneuve, le nouveau maire de Fécamp. Mais dans le cas de cette MJC, s'agissait-il réellement d'un lieu de pouvoir de la gauche, d'un monopole que la population souhaitait voir disparaître ?



A Nantes, le maire s'attaque à la culture. Les artistes réagissent. Tract du comité de soutien au théâtre « la Chamaille ».

L'intolérance, le non-respect de créations vivantes, fonctionnant démocratiquement, sont des régressions. Renouveler des équipements qui ont perdu leur vitalité est certes nécessaire, mais c'est de tout autre chose qu'il s'agit dans le processus de déstructuration de la vie sociale des communes que nous constatons, et qui est mené par une partie des municipalités de droite et d'extrême droite conquises en 1983.

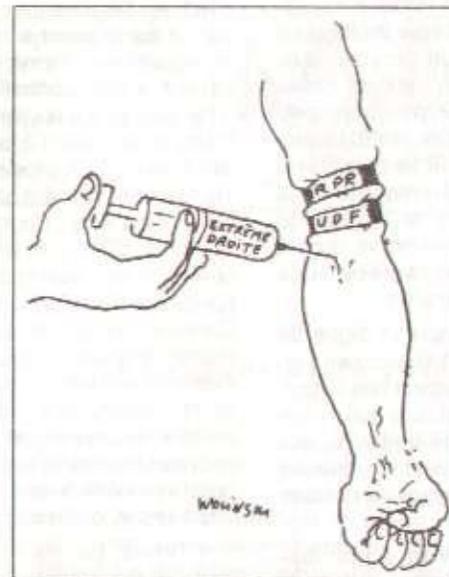
## Atteinte aux droits des travailleurs

Non seulement les droits des employés municipaux ont été atteints par les nouvelles municipalités de droite, chaque fois que ces agents communaux ont été licenciés ou contraints au départ, mais encore les organisations syndicales sont directement visées. Dans de nombreuses villes, des faits inquiétants sont signalés, dans celle où la droite nouvellement venue change l'orientation de la gestion communale, comme dans des villes traditionnellement de droite, qui durcissent leur position. La droite souhaiterait supprimer les bourses du travail, institutions qui font partie du patrimoine du mouvement ouvrier. Elles ont été créées dès le début de la formation des syndicats. Elles rendent de grands services aux salariés, notamment en assurant leur défense juridique en cas de nécessité. Elles sont instituées par délibération des conseils municipaux, en fonction de la loi nationale. Les syndicats légalement constitués et leurs unions locales et départementales bénéficient de ces équipements, et la ville devrait participer à leur fonctionnement en l'assurant directement ou par des subventions.

Les bourses du travail offrent aux organisations syndicales les moyens d'exercer leurs activités. Elles mettent à la disposition des travailleurs des permanences juridiques, prud'homales, de Sécurité sociale, retraites, etc. A l'origine, elles assuraient le rôle de placement des salariés, tâche qui revient à d'autres organismes aujourd'hui. M. P. Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, a justifié leur utilité, mais la droite perçoit ces bourses comme un pouvoir ouvrier qu'elle veut démanteler.

## Atteintes aux libertés syndicales

Les actions les moins dures sont des réductions des subventions par exemple à Aulnay-sous-Bois, de 250 000 F elles passent à 100 000 F, diminution de 50 000 F à Grenoble, de 50 000 F à Rosny-sous-Bois. Suppression totale à Cannes, à Gagny, etc. Remise en question des locaux de la Bourse du travail ou de la Maison des syndicats à Saint-Germain-en-Laye, à Sélestat. Remise en question totale de la Bourse du travail à Levallois-Perret. Le maire, M. Balkany voulait d'abord installer la direction de ses services techniques dans les locaux de la Bourse. Il fait voter en conseil municipal



une délibération qui la supprime. Mais, le 28 novembre 1984, le tribunal administratif de Paris annule la délibération du conseil municipal. D'après les délibérations du conseil municipal des 21 janvier 1961 et 9 février 1966, la Bourse du travail constitue un établissement communal chargé d'une mission de service public, a noté dans ses attendus le tribunal administratif. Le maire n'avait pas le droit de la supprimer et les locaux doivent être rendus à la Bourse du travail et aux syndicats qui y étaient installés, CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC, SNI-PEGC.

A Nîmes, le maire veut de la même façon chasser les syndicats de la Bourse du travail, une des plus anciennes de France (1894). Le tribunal des référés, saisi par le maire de la ville, pour demander l'expulsion des syndicalistes, s'est déclaré incompétent. Le maire fait couper le chauffage, l'eau, l'électricité. Mais les syndicats maintiennent la lutte dans l'unité et grâce à la solidarité.

A Saint-Maur, les unions locales CGT et CFDT reçoivent l'ordre de quitter leurs locaux. M. Beaumont, par cette mesure d'expulsion, ôte aux syndicats le droit de se défendre. Ceux-ci réclament dans un premier temps le maintien dans leurs locaux, puis la création d'une bourse du travail.

Les atteintes aux libertés et aux droits des travailleurs et de leurs organisations sont nombreuses, on ne peut citer ici que des exemples particulièrement typiques. La politique libérale inquiète à juste titre les travailleurs. Par exemple, la transformation de la zone industrielle de Levallois-Perret en zone d'action concertée en vue d'offrir les

terrains à la spéculation immobilière et à la construction de logements de standing. La loi du marché prime, dans ce cas, au détriment d'un effort pour attirer de nouvelles entreprises.

## Le libéralisme contre les libertés

A Sète, où les atteintes aux libertés ont été particulièrement nombreuses, le maire, M. Marchand, prévoit une opération immobilière sur le front de mer. Une association s'y oppose, « Sauvegarde du Lido ». Elle recueille 5 500 signatures sur une pétition qui défend la protection du littoral. La mairie refuse de recevoir une délégation qui apporte la pétition signée, les panneaux électroniques lui sont interdits, elle ne peut annoncer ses permanences, et naturellement elle ne reçoit aucune subvention.

A Antony, une maison avait été retenue auprès de ses propriétaires pour devenir une maison des associations. La nouvelle municipalité abandonne le projet, le petit « château » est alors cédé, pour le prix prévu, à une société, qui l'aménage et la vend par appartements coûteux, réalisant de copieuses bénéfices. Economie de la part de la mairie qui laisse brader le patrimoine local ? Désir d'alléger ses charges plutôt et surtout crainte de contre-pouvoirs.

De nombreux faits témoignent de l'intolérance des libéraux. A Antony, dès le début de 1984, pour le centenaire de la bibliothèque, où les auteurs habitant la ville sont invités, ceux qui avaient figuré sur la liste de gauche sont exclus. Des protestations s'élèvent. « Priver arbitrairement des auteurs d'une expression libre, en interdisant la présence physique, les empêcher de rencontrer leur public : chacun comprendra l'extrême gravité de cet événement », écrit un groupe de lecteurs de la bibliothèque municipale (*Banlieue Sud l'Echo*, 24 février 1984). Alors le maire demande aux auteurs présents sur sa propre liste de se retirer, sous prétexte de neutralité. Est-il honteux d'exercer ses droits de citoyen ? La section locale de la LDH a manifesté sa réprobation face à cette censure, comme d'ailleurs face à un refus de stand à des associations, tel le MRAP, lors de la fête locale. Cet acte a entraîné le retrait de la LDH et d'autres associations démocratiques.

Durant la campagne, les luttes entre la droite et la gauche ont été rudes. M. P. Devedjian et ses colistiers ont intenté de nombreux procès. Entre autres, deux membres de sa liste ont poursuivi en diffamation

dix déportés, qui, dans un texte, s'inquiétaient des menées de l'extrême droite et de déclarations fascisantes de groupes auxquels des membres de la liste de droite appartenaient. Après avoir perdu en première instance, puis en appel, les deux jeunes colistiers s'acharnent et se pourvoient en cassation. Lors des cérémonies de la journée de la déportation, la population assiste donc à une manifestation durant laquelle les déportés et les représentants de la municipalité sont séparés...

Il aurait pourtant été simple et digne de chercher l'apaisement en arrêtant ces procès, ne serait-ce que par respect des déportés. A Noisy-le-Grand aussi, à la suite d'un conflit avec les anciens combattants, leur cortège a défilé avec les élus de gauche d'un côté, la municipalité ayant son propre cortège.

Pour parachever ce tableau, il faut rappeler que la droite développe le thème de l'insécurité, et que, en réponse, elle préconise davantage la répression que la prévention.



tion. Souvent, là où la municipalité a fermé des foyers de jeunes, des maisons de jeunes et de la culture diminué les postes d'animateurs, elle a créé des polices municipales. Dans le Sud-Est, onze villes dépassent cinquante policiers municipaux, à Nice, ils sont plus de deux cents. A Levallois-Perret, ils sont une trentaine, dirigée par M.P. Gandessi, de la Fédération indépendante, FPIP, proche de l'extrême droite, révoqué par M. le ministre de l'Intérieur pour avoir participé à la manifestation des policiers de juin 1984. L'IGPN (la police des polices) a dû faire un rapport sur ces policiers. L'enquête constate la fréquence

d'actions illégales menées par ces policiers, qui se substituent à la police nationale et pratiquent un rôle répressif abusif. Ils procèdent à des contrôles d'identité, à des arrestations, qui ne sont pas de leur ressort. Certains se livrent à la chasse au faciès, à des brutalités. A plusieurs reprises, de graves bavures ont été sanctionnées par des condamnations. Leur formation est trop rapide. L'IGPN cite une série de villes où ces policiers outrepassent leurs droits (Levallois-Perret, Rueil-Malmaison, Nice, Cannes, Fréjus, etc.). De plus, elles remplacent le travail en profondeur effectué par exemple par les agents du cadre de vie et de la sécurité (à Levallois-Perret, dans la précédente municipalité) au contact de la population, pratiquant l'ilotage dans les quartiers défavorisés. Elles semblent peu efficaces et coûteuses.

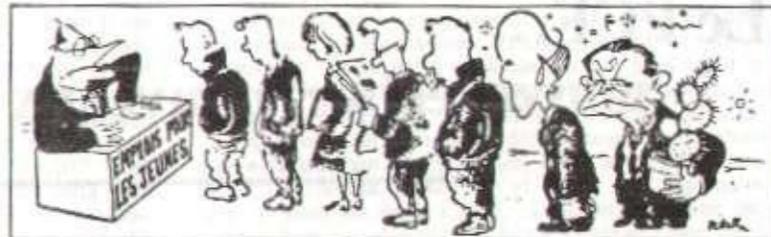
A Dreux, par exemple, la municipalité issue d'une alliance du RPR et du Front national, a refusé en 1983 d'instituer un conseil communal de prévention de la délinquance. Le résultat de l'implantation de méthodes répressives s'est soldé par une augmentation de la délinquance de 55 p. 100, et le taux d'éclaircissement des affaires a chuté de 7 p. 100, alors que durant la même période, dans la Seine-Saint-Denis, le taux d'éclaircissement des affaires doublait et atteignait 40 p. 100 et la délinquance baissait. La Seine-Saint-Denis, avec son conseil de prévention et des policiers qui effectuent un travail de fond par la présence dans les quartiers et l'ilotage, c'est l'« anti-Dreux ».

Les atteintes aux droits de l'homme, aux droits sociaux, aux libertés constatés dans les municipalités de droite, où souvent l'extrême droite est associée, sont-elles seulement des bavures de l'application du libéralisme ? Certes, il existe bien des communes de droite où la gestion de la commune s'effectue démocratiquement, et les mairies dirigées par la gauche ne sont pas exemptes d'erreurs. Mais nous constatons sur le terrain à quoi aboutissent souvent les principes politiques du libéralisme : ni à la liberté, ni à l'égalité, valeur que les libéraux rejettent, ni à la solidarité, mais souvent à l'intolérance et à la haine. C'est pourquoi la LDH se devait de dénoncer clairement le vrai visage d'une ligne politique qui s'avère contraire aux valeurs qui pour nous sont fondamentales. ■

**Marie-José CHOMBART DE LAUWE**  
membre du  
Comité central de la  
Ligue des Droits de  
l'Homme

enraciné sur le terrain et sur les réalités, de renouvellement idéologique, politique et organisationnel d'une droite qu'il serait plus que jamais dangereux de sous-estimer.

Pierre BAUBY



ANNEXE :

## LE RENOUVEAU DES THÈSES LIBÉRALES

Le véritable père fondateur du libéralisme est Adam Smith qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, fait l'apologie du marché : chacun, en poursuivant son intérêt personnel, contribue sans le savoir à l'intérêt collectif comme « conduit par une main invisible ». Ainsi, la recherche du profit maximum mène à la société la plus efficace qui soit ; les mécanismes du marché permettent d'obtenir un équilibre stable entre offre et demande, entre épargne et investissement, entre population et emploi : il faut laisser faire, alors que tout désir de corriger le marché ne peut que conduire à des catastrophes. Ces thèses, longtemps dominantes, ont reculé nettement à partir de la crise des années 30, sous l'effet, en particulier, des théories de Keynes, qui voyait dans l'interventionnisme de l'État le seul moyen de sortir de la crise.

Le renouveau des thèses libérales est d'abord à mettre au compte de Friedrich Hayek, prix Nobel d'économie 1974. Son apport est d'abord monétaire : il considère que la monnaie injectée dans l'économie sous forme de crédits fait augmenter la demande et provoque l'inflation et excès des capacités de production, ce qui provoque la crise. Aussi combat-il les politiques d'expansion de crédit, de taux d'intérêt à bon marché et de déficit budgétaire, destinées à stimuler la demande, selon les recommandations de Keynes. Plus généralement, Hayek considère que nul ne peut prétendre détenir la totalité des informations qui seraient nécessaires pour maîtriser le réel dans son ensemble. Dans ces conditions, toute politique économique volontariste est vouée à l'échec. Au contraire, il faut laisser les hommes décider et faire chacun à sa place. Certains s'en sortiront mal, c'est le prix du hasard. Mais la loi des grands nombres permet d'assurer que, de cette multitude de décisions individuelles, sortira la meilleure des situations. Seuls l'individualisme et le laisser-faire débouchent sur des situations satisfaisantes et durables, alors que tout projet collectif est à la fois folie et échec assuré.

De son côté, Milton Friedman, prix Nobel 1975, est d'abord un théoricien de la monnaie. Il explique que l'introduction d'un supplément de monnaie dans l'économie provoque un peu d'inflation et un peu de croissance, mais que ces effets sont très provisoires car les agents économiques s'y habituent et anticipent la hausse des prix. Celle-ci devient progressivement plus importante. Au bout d'un certain temps, le seul effet de la création de monnaie est l'inflation. Cette accoutumance nécessite d'injecter sans cesse plus de monnaie pour maintenir un effet artificiel. Ainsi, l'État, en maniant le crédit et le taux d'intérêt, déstabilise l'économie et est à l'origine des crises. Plus il cherche à s'en sortir, en multipliant les mesures de relance, plus il s'y enfonce. Il faut donc laisser faire le marché.

Dans la foulée d'Hayek et de Friedman, plusieurs écoles et théories se sont développées dont le point commun est de considérer que l'intervention de l'État a toujours des résultats désastreux et réduit la marge de liberté dont les hommes disposent en société. Citons en particulier l'économie de l'offre, pour laquelle la crise économique a pour origine le poids exorbitant qui pèse sur la production (impôts, charges sociales) et freine les incitations à produire. Par ailleurs, la distribution de revenus sociaux, de pensions et allocations contribue à fabriquer des générations de fainéants. Il faut donc terrasser l'inflation, rétablir les conditions d'un marché de libre concurrence et encourager ceux qui font preuve d'esprit d'initiative et d'entreprise en soutenant l'offre et non la demande.

Pour les théories de la consommation, l'homme est rationnellement guidé par son intérêt. Tous les comportements sociaux sont explicables par cette recherche, parfois inconsciente, du plus grand avantage. Rien ne doit donc venir troubler ces comportements rationnels.

L'école du choix public analyse, de son côté, le fonctionnement du politique comme un marché : les hommes politiques achètent les voix de leurs électeurs en les faisant bénéficier de dépenses publiques dont le coût est supporté par tous, ce qui entraîne une tendance naturelle à la croissance des dépenses, chaque élection entraînant des dépenses nouvelles pour « fixer » les électeurs.

La revue Raison présente vient de publier un dossier sur « les impasses du libéralisme », avec des études et interviews de Pierre Kopp, Benjamin Coriat, Jean-Michel Bertrand, Franck Burbage, Nathalie Chouhan, Roland Puerto Martinez, Alain Lipietz, Frédéric Darmau, Pierre-Yves Mate et Jean-Paul Thomas (n° 78 - 2<sup>e</sup> trimestre 1986).

# Le PCF... nouvel échec, nouveaux problèmes

Les résultats électoraux du 16 mars sont tombés et font rebondir dans le Parti communiste français une crise que le XXV<sup>e</sup> Congrès n'avait que plus ou moins bien jugulée.

Le XXV<sup>e</sup> Congrès s'est tenu en février 1985. Personne n'imaginait qu'il existait une solution miracle pour rehausser en un an les scores au 15 ou 20% des exprimés d'il y a un ou des lustres.

Les bétonneurs de ce congrès-là, Marchais, Lajoie, Leroy, Laurent, certifièrent quand même que la stratégie novatrice du « Nouveau Rassemblement Populaire Majoritaire » était non seulement le pas qu'il fallait franchir pour rattraper clairement le retard accumulé depuis 56, mais de plus qu'elle était la seule possible pour stopper la descente vers la marge et regagner l'influence électorale nécessaire à la transformation du réel, de la société. Plus tard, en approchant des élections, l'objectif fut modestement corrigé en « rééquilibrage de la gauche » ! Et puis...

## ...VIENT LE TEMPS DES RESULTATS

2 900 000 femmes et hommes qui votent pour le PCF, ce n'est pas négligeable. Mais comment interpréter ce chiffre maintenant et dans son devenir ? Il y a bien des angles de vue possibles en fait.

Paul Laurent, dans son rapport devant le Comité central des 24-25 mars commence ainsi son commentaire sur les résultats : « Le 16 mars, nous avons dépassé de 480 000 voix aux législatives et de 610 000 voix aux régionales, nos suffrages des européennes. Dans 14 départements, notre pourcentage des législatives est égal ou supérieur à celui des européennes. Dans 23 départements, c'est celui des régionales qui progresse sur les élections européennes ».

Ce sera tout pour les chiffres ! Au détour du paragraphe qui souligne que « les efforts des communistes ont permis d'enregistrer des acquis, de gagner des centaines de milliers d'électrices et d'électeurs », la Résolution inscrit quand même : « Le parti n'a pas pu stopper le recul en pourcentage de son influence électorale ».

C'est bien le moins que l'on puisse dire... en pourcentage... puisqu'aux législatives, le PCF passe sous le seuil des 10% (9,69). Dans 13 départements, il ne passe pas le seuil des 5% ; dans 47 autres il est sous les 10% ; il ne dépassera les 20% que dans 3 départements contre 45 lors des élections de 1978.

La courbe décline, qu'elle soit décrite en exprimés ou en inscrits, depuis 1981. Peu d'éléments permettent d'éviter le constat de déclin et de marginalisation.

P		P 81	L 81	E 84	L 86	R 86
C	Exprimés	15,47	16,2	11,16	9,69	10,22
F	Inscrits	12,43	11,26	6,13	7,27	7,65

Un seul élément subsiste de la comparaison entre les résultats de mars et ceux des européennes : le progrès en nombre de voix (ou en inscrits). C'est absolument imparable. L'interprétation de ce gain — 490 000 voix — est à relativiser quelque peu pourtant car cette notion de gain concerne l'ensemble du scrutin, touche toutes les listes en présence. Lors des européennes, furent totalisées 16 000 000 abstentions ; en mars dernier 7 800 000. Les participations aux législatives sont toujours meilleures qu'aux européennes (43% d'abstentions). Que vaut donc l'analyse de P. Laurent ? Loin de vouloir mettre en doute l'opiniâtreté des militants restants et l'efficacité du porte-à-porte toujours nécessaire en période électorale, il faut bien remarquer que l'analyse des ventilations de ces abstentionnistes de 84 en votants de 86 donne, selon les sondages sortie des urnes, 45% pour le PS et 5% pour le PC, ce qui, grosso modo, correspond aux chiffres réels et confirme l'opinion subjective que les abstentionnistes de 81-86 sont de gauche puisqu'elle récupère 51% de ces sanctionneurs par les pieds.

Techniquement et électoralement parlant, cette comparaison européennes 84 et législatives 86 est poudreuse aux yeux. Sauf peut-être comme mesure interne d'une mobilisation PCF car on se souvient que Marchais et le PCF avaient multiplié leurs efforts pour faire des européennes un test de politique intérieure. Si l'on tient à comparer ce qui est comparable, il faut bien se poser la question : où donc sont passés les 5 points perdus de 81 à aujourd'hui ? La Résolution du dernier Comité central tente une réponse : « Il n'a pas été possible en un si court délai de surmonter des tendances négatives résultant d'un retard et de choix qui ont marqué toute une période historique ».

## DÉCLIN ET NOUVEL ÉCHEC

Cette synthèse des raisons de ce nouveau recul électoral du PCF signifie semble-t-il deux choses : le fameux retard de 56 mis en avant lors du XXIII<sup>e</sup> Congrès et l'erreur stratégique du programme commun.

Le débat ne date pas d'hier et n'est pas prêt d'être épuisé, pourtant tel qu'il est résumé par le dernier CC, il est un peu court.

Sans aucun doute l'année 56 est une année-clé dans l'histoire du PCF et nous y reviendrons. Toujours est-il qu'au plan électoral il passe de plus de 20% (01/56) des inscrits à moins de 15% (11/58) en à peine 3 ans. Il est délicat de tirer les mêmes conclusions quant à la stratégie du programme commun, au contraire, elle participe à une légère remontée après le creux post-68, autour des 17% des inscrits, et permettra durant 5 ans la stabilisation à ce niveau ; le nouvel effondrement entre 78 et 81 cor-

respond à la rupture du programme commun. Il est tout à fait évident néanmoins qu'il y a un déclin tendanciel depuis 56, mais il n'est point linéaire, il faut tenter de le comprendre.

La synthèse du dernier CC du PCF implique bien des conclusions discutables. L'une est de situer la cause du nouveau recul en deçà du XXIII<sup>e</sup> Congrès (1979) et non dans la pratique, les faits et la réalité actuelle, une autre d'affirmer que cette baisse est uniformément nationale. Ce n'est une nouvelle fois pas exact, plus précisément pas tout à fait exact. Pas plus d'ailleurs que l'argument du vote utile.

Si nous énonçons comme base de comparaison les résultats de G. Marchais aux présidentielles de 1981, nous obtenons un rapport législatives (7,27) sur présidentielles (12,43 des inscrits) qui se situe à 0,58. Quasiment aucun résultat départemental ne



parviendra à la barre des 100 (c'est-à-dire à égaler ou dépasser les scores de G. Marchais) sauf dans le Cher (111,8). La fourchette se situe entre 0,30 comme dans les départements du Rhin à 0,88 dans l'Allier, par exemple. La géographie du déclin est bien nationale. Il est intéressant néanmoins d'analyser finement les variations et pourquoi pas d'examiner particulièrement les scores des renovateurs « cuvée 1986 ». P. Laurent nous prévient : Bédarieux a fait un score aussi lamentable que les autres villes. Bédarieux est cette ville de l'Hérault dont le maire demande aujourd'hui la convocation d'un XXVI<sup>e</sup> Congrès. Sans affirmer que les « renovateurs » dans leur ensemble font de meilleurs scores, ce qui serait avoir une vision bien mécanique des phénomènes électoraux, il est peut-être significatif quand même de signaler la Haute-Vienne à 0,79, le Gard à 0,68, la Sarthe à 0,81... ainsi que certains résultats régionaux étrangement supérieurs aux résultats législatifs — nous allons le voir de suite au sujet de cette autre explication massue des mauvais résultats par P. Laurent : le vote utile.

Cet argument technique et institutionnel corrige en positif l'argument « déclin ». La chute ne serait pas seulement passagère, mais de plus due à un fonctionnement inique des institutions de la V<sup>e</sup> République.

Comme dans toute formule générale, il y a du vrai. Pourtant, il y en a beaucoup moins cette fois que lors des scrutins majoritaires. Trois faits permettent de démontrer les limites de cette affirmation. D'abord, la proportionnelle, techniquement, atténuant l'argument, il en reste l'hypothèse que les comportements antérieurs ont perduré et que l'électorat n'est pas bien malin. Ce fut d'ailleurs le thème de l'éditorial de R. Leroy dans L'Humanité : « Le peuple ne nous comprend pas ».

Ensuite, si le phénomène « vote utile » est prégnant pour les législatives, il l'est bien moins pour les régionales. Cette règle générale n'a pas joué pour le PCF qui n'enregistre entre ces deux élections qu'un bonus de 0,40 aux régionales. Quelques départements il est vrai ont vu des différences très notables entre législatives et régionales, dans le 93 par exemple : 18,6% aux législatives et 20,54 aux régionales sur le nom de Jack Ralite. Nous retrouverons ces écarts hors du commun (0,40) en Loir-et-Cher, dans le Gard et encore dans la Sarthe où la liste Jarry creuse un écart de plus de 4 points (12,82 et 17,05), ce qui explique en partie l'échec de la liste alternative sur ce département, mais c'est une autre histoire.

Enfin, si cet effet utile était aussi puissant que l'affirme la direction du PCF (à 5 exceptions près), nous pourrions aisément vérifier l'efficacité de l'appel Fabius affirmant l'inutilité du vote extrême-gauche dans tous les cas, du vote communiste dans les petits départements. Or, l'effet réel n'est point celui-là, au contraire. Là où le vote communiste était particulièrement « utile », car rentable en nombre de sièges, dans les 29 départements de plus de 7 sièges, par exemple, la perte est supérieure à la moyenne nationale (inférieure à 0,58 dans 21 départements de cette liste, un département égale la moyenne : l'Essonne, et seulement 7 départements dépassent la moyenne de 0,58 : Finistère, Gard, Hérault, Loire, Pas-de-Calais, Hauts-de-Seine et Seine-St-Denis).

Tous ces chiffres et graphiques impliquent des correctifs notables au rapport Laurent. Non seulement le déclin se poursuit en tendance, mais de plus ces élections de mars sont une nouvelle étape, nette, dans le recul ; il s'agit d'un nouvel échec contenant sans doute des causes antérieures, mais surtout des causes récentes qu'il convient de mettre à jour.

## LE RETARD DE 56

Depuis plusieurs Congrès, G. Marchais reconnaît le déclin de « son parti » et de plus le date à 56. C'est le fameux « choc ». L'autocritique semble courageuse, d'autant qu'elle implique deux dirigeants communistes plus trop en état d'y redire quoi que ce soit : Thorez et Waldeck-Rochet. Ironie mise à part, 1956 est une sacrée année : elle débute avec le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS et finit avec l'entrée des chars khrouchtchéviens à Budapest. Le PCF traumatisé appelle cette année « le choc » 23 ans après. Dans des articles fameux à chaud, le dirigeant du Parti communiste italien Pietro Ingrao la décrit comme celle du « grand tournant ». Il s'agit en effet d'un grand tournant sur tous les plans, qu'il fallait prendre « sans retard ». Mais, soyons précis : que fallait-il donc faire en 56 que le PCF de l'époque ne fit pas ? Ou encore, qu'est-ce qu'en 58 et dans le PCF l'électorat français sanctionnera de 6 points de moins (en inscrits) ?

Le XXV<sup>e</sup> Congrès répond ceci : « Le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS... il nous faut le reconnaître, nous avons donné à l'époque une interprétation restrictive des questions fondamentales qu'il avait posées, notamment celles touchant au rôle de Staline, aux voies nationales au socialisme, aux rapports entre les partis communistes ».

Dans son Histoire sincère (!) du communisme français, R. Martelli écrit, outre ces appréciations officielles : « En 57, le PCF maintient l'essentiel de son discours et de ses positions, mais elles apparaissent de moins en moins crédibles, ce qui accentue l'impression d'un communisme français actif, mais réduit à la défensive ». « Reculant devant les propositions de réformes structurelles, il ne peut intervenir posi-

tivement sur les questions fondamentales qui précèdent le pays : les institutions et la maîtrise de la croissance, tout autant que la guerre d'Algérie. C'est déjà beaucoup mieux. Dans un article récent, Alexandre Adler, écrivait dans *Le Matin* (8/4/86), *Le retard de 56 ou la mutation manquée* : « Il en va des formations politiques comme des industries : un investissement qui n'est pas effectué ne se ressent que bien plus tard puisqu'il est possible de vivre encore quelques années assez bien en mangeant son capital ». En fait, il s'agit de cela : si l'année 56 a une influence — encore — tendancielle sur les résultats de 86, ce n'est pas seulement en un retard du PCF à comprendre le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, mais en celui de comprendre les grandes mutations de la société française, et encore en celui de mesurer les nouvelles tendances mondiales, dont la montée du Tiers Monde.

### LE RETARD DE 81

Bien! Mais aujourd'hui, nous sommes en 86 et il ne faut pas se contenter d'expliquer la césure 56/58, mais celle, nouvelle, 81/86 après avoir toutefois appréhendé celle de 78/81. 1956 ne peut tout expliquer, d'autant que, depuis, cette organisation a enregistré de bons scores, dont celui de 67 (17,9% des inscrits).

Nous avons vu à l'instant que P. Laurent donne comme seconde raison « des choix qui ont marqué toute une période », à savoir le programme commun, la stratégie d'union avec le Parti socialiste. Cela ne va pas du tout, ni en termes électoraux, ni en termes partidaires. En termes électoraux, nous voyons bien que le PCF a freiné son déclin électoral pendant toute la période d'union, après une chute « conjoncturelle » en 68. Bien entendu, une mise en relation des résultats électoraux du PCF et du PS montre que le programme commun « bénéficie » plus au PS qu'au PCF, mais pas par quelques vues machiavéliques de Mitterrand, quoi qu'il ait pu dire devant l'Internationale socialiste (comme s'il suffisait de dire pour réussir). A cette interpellation, Mitterrand répondit d'ailleurs que Marchais n'avait pas eu besoin de lui! Pas de doute, c'est la rupture qui crée la césure 78/81, amplifiée par ce fameux « effet Kaboul ». Polémiquement, nous pouvons toujours dire que l'effet Kaboul relève encore du retard de 56, tout comme d'ailleurs l'effet Jaruzelski, mais autant l'appeler par son millésime réel : « le retard des années 80 ».

En termes partidaires, internes au PCF, il en va de même. Le graphique des adhésions reconstruit — autant que faire se peut — par Philippe Buton (revue *Communisme* n°7, 1985) grâce aux rapports de congrès, d'activités, articles de la presse communiste et travaux de chercheurs (voir ci-contre), ne donne vraiment pas une chute linéaire de 56 à aujourd'hui en passant par le programme commun. Il indique trois cassures : guerre froide, 1956 et 1977. Il est vrai que ce nouveau recul appelle des remarques symétriques à celles de 56. Les plus importantes sont encore celles qui mettent en valeur les ruptures idéologiques et culturelles entre la société française et ce parti. Les sondages réalisés à ce sujet sont très révélateurs. Une fois l'an, la Sofres sort son livre *Opinion publique*. Cette année, Gérard Le Gall commente 7 tableaux radioscopiques sur le PCF dont l'évolution de la popularité de Marchais, sa capacité à remplir la fonction gouvernementale... Il en conclut : « Au terme de ce voyage à travers l'opinion publique, la rupture du parti communiste avec la société française en quête de modernité et la croissance des signes de contestation au sein d'un électoralat qui

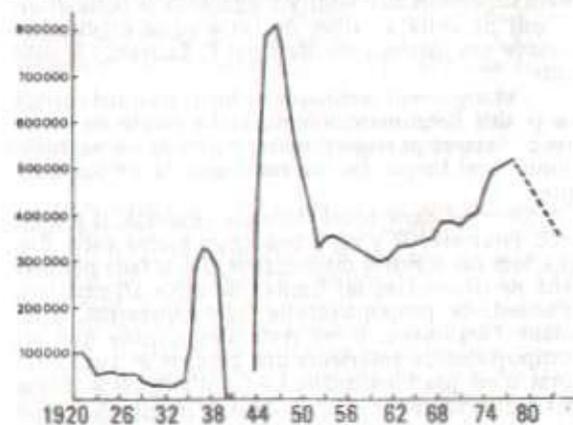
ne gagne pas en homogénéité ce qu'il perd en substance, apparaît avec netteté ». Publiions seulement ce qu'il synthétise sur les causes du déclin communiste : Vous savez que le parti communiste est passé en quelques années de 20% des voix à 11%. A votre avis, quelles sont les causes profondes de son recul électoral?

	Ensemble des Français	Sympathisants du Parti communiste
Il est trop lié à l'Union soviétique . . . . .	47	26
Il s'appuie sur une conception des classes sociales de plus en plus dépassée . . . . .	34	13
Ses propositions économiques ne sont pas réalistes . . . . .	33	9
Il est desservi par Georges Marchais . . . . .	28	20
Il défend des idées dépassées Il n'y a pas de démocratie interne au sein du Parti communiste . . . . .	27	14
Il a été victime de l'union avec le Parti socialiste . . . . .	23	9
Il est desservi par la façon dont la presse et la télévision parlent de lui . . . . .	14	39
Aucune de celles-ci . . . . .	10	37
Sans opinion . . . . .	2	3
	11	9

Les trois premières causes ressenties par l'opinion sont très intéressantes mais malheureusement non fortement partagées par la mouvance communiste. Le nouveau et énième retournement de la direction du PCF après les élections européennes mettant un signe d'égalité entre le Parti socialiste et la droite est diversement interprété par les sympathisants communistes puisque, selon le sondage — journaux de province - Sofres d'octobre 84 — 45% d'entre eux estiment que « le PCF ne s'est pas attaqué aux causes profondes de son recul électoral ».

Ne revenons pas longuement sur une de ces causes essentielles que sont les relations URSS et PCF dans cette période. Ce que tout le monde appelle « l'effet Kaboul », à savoir l'approbation de Moscou par G. Marchais de l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan a eu, sans aucun doute possi-

Les effectifs du Parti communiste français



ble un effet électoral déplorable. Le PCF pourra ensuite expliquer en long et en large qu'il est le premier parti communiste à avoir obtenu du PCUS que soit noté noir sur blanc dans un communiqué commun le droit aux divergences, le prix payé était décidément trop cher et surtout hors de propos. Nous ne devrions plus en être « au droit à la divergence » depuis trois décennies au moins! Pour l'exemple, donnons ces remarques d'Alessandro Natta, nouveau dirigeant du PCI, lors de son voyage en Chine (13-19 octobre 1985) : « Nous avons répété que le PCI ne sent pas qu'il fait partie, et il n'en fait pas partie, d'un mouvement communiste international, si avec cette définition, on entend une organisation qui a un centre dirigeant, des articulations et l'univocité d'une stratégie. Nous avons confirmé de nouveau que nous considérons qu'une pétition directe ou indirecte pour rétablir une telle notion du mouvement communiste est anti-historique. Il me semble que je peux dire que les camarades chinois partagent cette vision dans les grandes lignes. C'est de là que découle la méthode qui marque nos relations ».

On peut donc être parti communiste et développer une autre vision du monde que la vision jdanovienne de Georges Marchais et de ses amis.

L'autre cause générale du « déclin » est évidemment le mauvais état de la relation entre le PCF et la société française. Non seulement l'image du PCF s'est magistralement détériorée, mais aussi sa théorie, son action, sa propagande sont considérées ringardes, mesquines, inadaptées et suicidaires.

Plutôt que de restaurer non pas le « look » du PCF mais sa place et son rôle, son avenir dans le pays, les dirigeants figent les questions et les débats. Ainsi, Paul Laurent qui s'écrie : « Oui, nous avons entrepris quelque chose de rude... Aussi n'est-ce pas le moment de faire halte pour tout remettre en cause ». Cette invitation à l'immobilisme est encore dans son fameux rapport au CC après le 16 mars. Le lendemain de ce magistral appel, G. Marchais rive les clous du non-débat avec son terrorisme intellectuel habituel : « Désormais, employer les mots "capitalisme" ou "lutte de classes", ce serait employer une langue de bois qu'il faudrait bannir ».

Dès lors, reste à honnir les hésitants pense-t-il, et il le fait. Pourtant, tout le monde vit la fin du forisme sent bien que depuis la crise des années 70, rien ne sera plus comme lors de la période gaulliste des années de croissance. C'est cette idée qu'essaie d'exprimer par exemple Alexandre Bilous dans son article « De la fin du plein emploi au chômage-zéro » dans le n°78 de *CFDT Aujourd'hui* : « Ce qu'il nous est donné d'observer là correspond à une transformation de fond en comble du capitalisme. Quelque chose meurt, nous le voyons bien, et quelque chose naît, sans que nous en percevions clairement les contours. Ce n'est pas de l'écroulement du capitalisme qu'il s'agit, mais de sa modification, de sa mutation ». A cette inquiétude et cette interrogation vitales, largement partagées par le mouvement ouvrier, que répond par exemple M. Warcholak, membre du CC du PCF et dirigeant de la CGT? « Il est peut être grand temps de ranger l'expression "catégories nouvelles" au rayon des accessoires, l'évolution de la composition du salariat n'est certes jamais figée, mais les grandes mutations se sont déjà produites. Sommairement, trois séries de repères chiffrés : 1) les ouvriers (46%), les employés (25%), les ICT (29%); 2) 45% des salariés dans des entreprises de plus de 100, 55% de moins de 100; 3) 18 000 000 de salariés dont 40% de femmes ».

Concluant ses analyses pour le coup ultra simplifiatrices, des mutations de la société et de son système lui-même, il lance cette idée : « adapter notre activité ne consiste pas à nous placer dans le "courant" purement et simplement au risque, compte tenu de l'idéologie dominante, de devenir une composante supplémentaire du syndicalisme de collaboration de classe » (*Le Peuple* n°1215).

« Contre-courant », le mot est lancé, repris par R. Leroy, Lajoinie, Laurent et les historiens déjà s'essayaient à étoffer ce concept chargé pourtant d'ex-



périences malheureuses et confuses. Ainsi, dans *Révolution* n°319, Serge Wolikow parle allégrement de « la positivité révolutionnaire du contre-courant — par exemple — en 1938 ». Perdre dans une audience fidélisée depuis des décennies, des centaines et des centaines de milliers de voix, des dizaines de milliers d'adhérents, des centaines d'intellectuels et d'étus n'a que peu à voir avec « la positivité du contre-courant », cela s'apparente plutôt à la cécité d'une formation devant l'évolution et les exigences nouvelles du mouvement social.

### DES LORS, QUELS DEVENIRS POUR LES COMMUNISTES ?

Est-il dans les quelques réunions spéciales du Comité central sur les intellectuels, la classe ouvrière ou les jeunes que vient de convoquer la direction actuelle? Le PCF peut-il se renforcer en s'épurant jusqu'à représenter 5 ou 6% de l'électorat?

Les rénovateurs auront-ils la force de mener à bien cette révolution culturelle dont parle Pierre Juquin dans son livre récent *Autocritiques*? L'issue est-elle plutôt dans la formation d'un courant plus ou moins autonome dans le PS? Dans ce sens travaille le désormais député apparenté PS, H. Fiszbin.

Ou bien encore, car où est la fatalité d'exister d'un courant communiste dans notre pays, s'il ne sait représenter et défendre un projet novateur pour le peuple, les années à venir le verront-elles continuer à périr pour mourir ou ne plus guère peser?

Peut-être y a-t-il pourtant des chemins point trop foulés encore par les communistes français, qu'il s'agit d'ouvrir vite et avec audace?

Les débats sont en cours; pour ce qui est de notre journal, nous apporterons dans le prochain numéro notre contribution et quelques éléments de réflexion avec un article à ne pas manquer : « Quels devenirs pour les communistes ? ».

Alain SENTIER

## LE FRONT NATIONAL S'INSTALLE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

suite de la page 13

plus», plus «libéral» que le programme RPR-UDF... Le tour de vis de la répression est aussi plus fortement serré : abrogation de la loi Veil, rétablissement de la peine de mort et des tribunaux militaires, renforcement du colonialisme dans les DOM-TOM...

A ce programme RPR-UDF radicalisé, s'ajoutent des mesures spécifiques inspirées par la fameuse thèse de la «préférence nationale», et ce à tous les chapitres : réserver l'emploi aux Français en cas de licenciement, priorité d'embauche aux Français, large financement pour retour massif des immigrés, priorité des allocations familiales pour les Français, etc. Autant de mesures qui n'apparaissent plus, ou seulement en filigrane dans le programme RPR-UDF.

On aurait tort de se rassurer trop vite de cette discrétion, qui reflète des contradictions et oppositions au sein de la «droite classique» quant à l'immigration. En la matière, Bernard Stasi qui voit dans l'immigration «une chance pour la France» est une fois de plus assez isolé au regard des interventions aux accents lepéniens de bien des leaders de la droite. Parmi d'autres, l'UDF Poniatowski en avril 85 : «En l'an 2 000, dans 15 ans, plus de 50% de la population des Bouches-du-Rhône sera sans doute (?) musulmane. Si vous voulez avoir du khomeinisme et du khadhafisme à la maison, vous n'avez qu'à laisser entrer un million d'Algériens en plus». Ou bien le «radical» Bariani, en octobre 85 : «Les Français peuvent s'émouvoir d'une lecture qui fait apparaître un coût social de l'immigration très supérieur à la moyenne nationale (...). La surdélinquance immigrée est hélas incontestable et il est malheureusement patent que cette surdélinquance est d'abord maghrébine». Sans parler du ministre de l'Intérieur RPR, Charles Pasqua, qui promet que la France ne sera plus un «dépotoir»!

### FAIRE FACE

L'émergence et la consolidation du Front national nous mettent tous au pied du mur, militants beaux et associatifs immigrés, militants actifs de la solidarité et antiracistes, militants de terrain des quartiers et cités populaires dont les bureaux de vote ont basculé en juin 84 ou (et) en mars 86. A gauche, la sous-estimation du phénomène reste encore forte, qu'on spéculé sur son éroussement ou un rapide effritement. A l'inverse, il suscite parfois — et souvent par les mêmes qui l'ont sous-estimé — des réactions disproportionnées et inadaptées. Ainsi, quelques jours avant l'élection de Dreux, en septembre 83, des militants antiracistes — nous en étions — se sont rassemblés au centre ville et ont chanté *Le chant des Marais*; geste d'autant plus inopérant et dérisoire qu'est profondément poignant et admirable ce chant des déportés des camps d'extermination. Car ceux qui votèrent Front national le dimanche, habitants

des ZUP du plateau, n'étaient pas là, ni en mesure de recevoir le message. D'autres initiatives l'ont montré : le slogan «le fascisme ne passera pas» conforte les déjà-convaincus. Et les autres? Les centaines de milliers d'autres qui se reconnaissent dans le Front national sans pour autant se revendiquer ouvertement ni «racistes» ni «fascistes»? Les références historiques, même les plus pertinentes et les mieux argumentées, à la montée des fascismes hitlérien ou mussolinien, ne sauraient suffire à changer leurs réflexes et convictions. Faire face et inverser le cours de la dynamique en marche impose donc une connaissance et une appréciation exactes du phénomène. Faute de quoi les ripostes ne seront jamais appropriées.

### CONNAISSANCE ET APPRÉCIATION DU PHÉNOMÈNE

Des observations précédentes ressortent quelques traits essentiels :

1) Le racisme théorisé faussement scientifique des «clubs» de «nouvelle droite» et autres, et le racisme au quotidien, réapparus en force ces dernières années, produits de la «crise», sont des «produits» différents de ceux des années 30-40. Les intérêts, les cibles, les discours diffèrent quelque peu dans un monde où les impérialismes s'efforcent de se redéployer sur le dos des peuples, ceux du Tiers Monde en particulier. Ce n'est pas un hasard si le nationalisme d'un Le Pen se situe délibérément dans la «défense du monde libre» et dans le sillage américain-US, s'il prend pour cibles les peuples du Tiers Monde prétendus «envahisseurs» et notamment des anciennes colonies françaises et si le racisme largement véhiculé procède de thèses d'apartheid, au nom du «respect des différences»! Ce sont là des thèses de la fin des années 80!

2) L'émergence et la consolidation du phénomène sont intimement liées à la radicalisation et au renouvellement idéologique des forces politiques de



droite ces 3 ou 4 dernières années. D'autres phénomènes ont accéléré le processus : l'échec politique de 81 et la situation d'«opposition» de la droite classique; les ambiguïtés des discours et des pratiques de la gauche dans l'exercice du pouvoir : mesures positives en matière d'immigration (droit d'association, régularisation, carte de 10 ans) «honteusement» défendues et mesures négatives (blocage du regroupement familial, expulsion des «clandestins») ou silences (sur le droit de vote) qui ont apporté de l'eau au moulin xénophobe...

3) Restent à mieux connaître, dans le détail et par le concret, cité après cité, ville par ville, les motivations subjectives précises et spécifiques et les réalités économiques, sociales et culturelles, qui ont conduit au vote Front national et qui risquent fort de stabiliser un électorat et de structurer un mouvement social. Les données évoquées ci-dessus sont par trop générales et ne rendent pas suffisamment compte des mécanismes concrets de désespoir, d'exaspération, d'inquiétude et de simplisme collectif qui génèrent le phénomène.

### LES BATAILLES DE TERRAIN

L'enquête de terrain, nécessaire et déjà engagée par les militants directement concernés, engendre les batailles de terrain, au quotidien, et menées pied à pied, sur différents fronts.

Le front juridique a été un front privilégié jusqu'ici. Pour Le Pen lui-même qui l'affectionne et assigne en diffamation quiconque qualifie ses propos ou idées de «racistes» ou «fascistes». Ces derniers mois, les jugements lui ont été moins cléments. Et plusieurs procès fondés sur le respect de la loi de 1972 ont montré l'efficacité d'actions judiciaires afin qu'aucun propos raciste ne passe en tract, article de presse et discours. L'action juridique quant aux actes et mesures discriminatoires est elle aussi payante. A preuve, la récente annulation par le tribunal administratif de Paris des mesures d'exclusion du bénéfice de l'allocation parentale d'éducation à l'encontre des familles nombreuses maghrébines, africaines et asiatiques. La «politique démographique» de «préférence nationale» de la mairie de Paris a été ainsi mise en échec.

La bataille pour l'égalité des droits reste centrale, même si le vent dominant, discriminatoire et sécuritaire, souffle très fort à l'inverse depuis les cabinets ministériels installés fin mars. Les jeunes issus de l'immigration l'ont engagée depuis la première

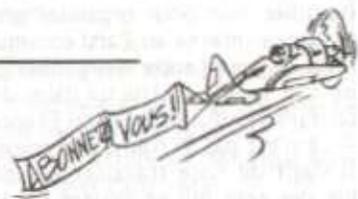
Marche fin 83, avançant des mesures précises et positives susceptibles de faire front au modèle xénophobe et raciste : France pluriethnique et multiculturelle, droit de vote aux immigrés, code de citoyenneté, autant de propositions peu à peu cernées et explorées, qui ont déjà fait quelque chemin. Le projet gouvernemental de modification du code de nationalité risque fort d'être un test de la mobilisation quantitative et qualitative sur ce terrain : actions uniquement défensives ou non, unitaires ou dispersées?

Restent les interventions sur le terrain même où s'enracinent les inquiétudes urbaines : le chômage, la petite délinquance, les difficultés de cohabitation, l'échec scolaire, les pénuries en tous genres, pour lesquels les réponses existantes, ponctuelles, partielles, passagères ou inadaptées apparaissent souvent dramatiquement dérisoires. Pourtant, c'est sans doute autour de ces questions et de la recherche concrète de réponses que peuvent se reconstruire un sens du collectif qui n'exclut pas «l'autre», un respect de l'individu et de l'identité de chacun qui construisent la solidarité. Ces dernières années, des initiatives associatives ou para institutionnelles, scolaires, culturelles, etc. ont été menées en ce sens. Seront-elles irrémédiablement condamnées par le raz de marée répressif et sécuritaire que prépare la droite au pouvoir ou bien les relais militants pourront-ils résister, échanger et tirer leçons de leurs expériences?

Mise en relations avec ces batailles de terrain, la bataille des idées décortiquant les thèses pseudo-scientifiques et régressives du néolibéralisme, de la sociobiologie, etc., pourrait ainsi à terme, pleinement porter des fruits. Il y a en effet une mobilisation potentielle d'une partie des jeunes générations pour combattre le racisme et la xénophobie, mais aussi pour imaginer et «rêver» une société différente. Là est en réserve une force formidable.

Dans l'immédiat, les premières mesures gouvernementales sont lourdes de sens. A très brève échéance, des batailles de défense, de résistance, vont être à l'ordre du jour. Devant l'urgence et la menace, les militants de tous horizons sauront-ils surmonter les divisions, les prétentions à l'hégémonie, les querelles de chapelle et les exclusives de toutes sortes, qui ont trop souvent freiné et amoindri l'ampleur des mobilisations? Pourront-ils, y compris dans les batailles défensives, apporter des réponses positives et concrètes qui contribuent à saper les dangereuses racines de l'implantation et de l'influence du Front national?

Camille GRANOT





Gilbert Wasserman,  
rédacteur en chef de «M» :

## «Travailler ensemble du point de vue d'un marxisme vivant»

Une nouvelle revue va naître, «M». Son rédacteur en chef, Gilbert Wasserman, ancien responsable de la rubrique politique de l'hebdomadaire du PCF «Révolution», situe ici la démarche, les objectifs et les moyens de ce nouveau mensuel, que soutiennent bon nombre d'intellectuels et artistes, communistes membres du PCF ou anciens membres, ou bien venus d'autres horizons. Le premier numéro paraît en mai. Pour s'abonner, écrire à Catherine Régulier, 30 rue Rambuteau, 75003 Paris.

« Nous sommes de ceux qui cultivent l'hypothèse du renouveau » : c'est en ces termes que débute le manifeste pour la création de «M». De quel renouveau s'agit-il ? Quel constat fonde la nécessité du renouveau ?

Nous partons du constat évident d'un vide de la pensée politique aujourd'hui dans ce pays, vide d'une pensée politique non politicienne, d'une pensée de transformation de la société. D'un côté, nous observons une dérive social-démocrate vers l'acceptation de la société telle qu'elle est : c'est une espèce de ralliement à des thèses libérales voire néo-libérales, une renonciation de fait à toute transformation sociale, une tentative de vider l'idée même de gauche de tout contenu transformateur et de substituer la notion d'alternance politique à toute idée d'alternative. De l'autre côté, nous constatons un vide de la pensée politique du courant révolutionnaire, notamment de l'expression officielle du Parti communiste avec des risques de dérive et de repli sectaires. Nous pensons urgent aujourd'hui de se réunir et de travailler non pour organiser une tendance interne au Parti communiste ni pour tenter d'organiser je ne sais quelle restructuration du courant révolutionnaire en France — ce n'est pas le rôle d'une revue. Il s'agit de faire travailler ensemble des gens qui en avaient perdu

l'habitude et que toutes les contingences politiques des dernières années ont dispersés, pour ne pas dire disloqués. Il s'agit de les faire travailler ensemble du point de vue d'un marxisme vivant. La revue voudrait donc être un lieu de recherche et de débat, mais aussi un lieu d'intervention, non pas strictement militant, mais un lieu d'intervention social. Nous récusons l'idée d'une revue destinée à un petit groupe d'intellectuels ou d'universitaires. Nous voulons mettre sur le tapis toute l'expérience du mouvement syndical, du mouvement associatif, du mouvement mutualiste et aussi toute l'expérience des mouvements pacifiste, féministe, etc. Il s'agit d'être un lieu où tous les problèmes de la société française et du monde contemporain sont remis sur la table, remis en question et réanalysés.

Voilà notre approche du renouveau, avec l'idée corollaire que nous pouvons contribuer à l'éclosion de ce que nous appelons « une nouvelle culture politique ». Certains en viennent de plus en plus à dire que l'idée même de transformation de la société est une idée périmée ; nous voulons à la fois réhabiliter cette idée et la transformer. Nous ne voulons pas nous arc-bouter sur de vieilles conceptions mais au contraire essayer de contribuer à l'élaboration d'un projet de société mobilisateur et transformateur.

« Qui est ce « nous » dont tu parles ? »

L'initiative de la revue a été prise par Henri Lefebvre. Quiconque s'intéresse à la pensée marxiste le connaît.

Henri Lefebvre est resté durant des décennies l'un des pôles du marxisme vivant ; il n'a jamais accepté ni les dogmes ni les scléroses et cela lui a attiré bien des ennuis. Autour de lui se sont regroupés pour cette revue des hommes et des femmes pour une large part membres du Parti communiste qui, sans pour autant engager une démarche de sortie du Parti communiste, ont ressenti le besoin de contribuer à cette élaboration d'une pensée politique neuve. Ces membres du Parti communiste ont pour ce faire, éprouvé la nécessité de travailler avec d'autres, anciens membres du PCF ou personnes qui ne l'ont jamais été ; ils ont ressenti le besoin de travailler de manière indépendante et libre, sans aucune des limites que pouvait leur imposer le seul travail à l'intérieur des structures mêmes du Parti communiste.

Voilà ce qui a motivé une bonne partie des initiateurs et participants membres du Parti communiste.

Parmi les autres participants, bon nombre ne sont plus membres du PCF, depuis peu ou plus longtemps. Leur présence participe de cette idée de remettre ensemble les

gens de cette mouvance qui ont refusé les deux dérives dont je parlais initialement. Enfin, un certain nombre de participants n'ont jamais été membres du Parti communiste, par exemple Albert Jacquard, ou bien les théologiens François Blot et Georges Casalis, l'un catholique, l'autre protestant, ou bien Jean Ziegler, membre de l'Internationale socialiste, qui a rejoint notre projet non en raison de ses responsabilités politiques, mais par intérêt pour une démarche et une pensée politiques.

Il est vrai qu'en raison du contexte politique, certains médias ont dit que la revue «M» était la revue du courant renouveau du PCF. Je tiens à préciser que, autant les communistes qui participent à cette entreprise ont en vue de contribuer à une rénovation de la pensée politique, autant, en aucun cas «M» ne sera l'organe interne d'une tendance ou un lieu cherchant à se substituer au débat de telle ou telle organisation. Nous y veillerons. Ce qui ne signifie pas que nous ne discuterons pas de l'avenir du Parti communiste, enjeu évident pour qui se situe dans notre démarche.

« Le manifeste dit : « Nous sommes de ceux ». Il existe en effet d'autres personnes, d'autres démarches... et aussi d'autres revues qui poursuivent des objectifs similaires à ceux de «M». Envisagez-vous de travailler avec elles ? »

Bien entendu. Nous sommes ouverts à la collaboration et au dialogue avec tous ceux qui partagent notre type d'option. Quant à nous, nous avons choisi — c'est notre option de départ — de travailler à partir du marxisme vivant, ce qui n'est ni répéter des textes fondamentaux ni ressembler dans une quelconque dérive dogmatique. Il s'agit de réfléchir en marxistes à tous les problèmes de la société contemporaine que ni Marx, ni Lénine, ni Gramsci n'ont jamais pu connaître. Par exemple, Henri Lefebvre rappelle clairement qu'à leurs époques, les sociétés étaient minoritairement urbaines. Aujourd'hui, dans nos pays, elles sont urbaines à 80% et il nous faut penser la ville en marxistes.

Nous avons la volonté de coopérer et de collaborer avec tous ceux

qui le voudront, de les faire participer à nos débats. Par ailleurs, nous sommes prêts à participer, dès lors que nous serons invités, à toutes sortes d'échanges. C'est vrai dans l'hexagone... et aussi de manière plus large. L'une des caractéristiques de «M» sera de donner à connaître les idées qui s'élaborent et se diffusent à l'étranger. En France, il existe peu de lieux où lire les idées nouvelles qui s'élaborent en Italie, en Allemagne et ailleurs. Nous avons créé une rubrique intitulée « Venu d'ailleurs » qui, chaque mois, sera un point d'appui pour un débat international...

« Peux-tu présenter les autres rubriques envisagées ? »

La première, « L'air du temps » sera un lieu pour des chroniques, des réactions à chaud sur l'actualité du mois passé, un « défouloir » où l'on pourra délirer si l'on veut...

Le « Dossier » traitera du thème central de la revue (qui n'est pas thématique cependant). Dans le premier numéro, le « Dossier » portera sur « l'état de la gauche ». Une autre rubrique importante, « Thèmes », rassemblera des contributions par thèmes, plus ponctuelles que dans le dossier. La rubrique « Sciences/Société » ne traitera pas des sciences isolément mais s'efforcera de mettre le développement des sciences en rapport avec celui de la société.

Chaque mois, l'« Enquête » montrera les mutations dans une catégorie sociale, une profession, un mouvement... Le premier numéro sera consacré aux cheminots dont la grève de l'an passé sur les questions de dignité nous a frappés : que signifie, pour un jeune cheminot d'aujourd'hui la légende autour de cette profession « héroïque » dans la Résistance, au cœur de la classe ouvrière ? Comment reçoit-il cette image, comment vit-il son métier ?

La rubrique « Matériaux » sera sans doute un peu longue à mettre en place, car faite par les lecteurs. Nous leur demanderons de raconter leurs expériences sociales, choses vues ou vécues, réussies ou manquées... Ce seront des espèces de tribunes libres sur tel ou tel problème... Quant au « Courrier », nous le sortirons du ghetto du

« courrier des lecteurs » ; il interviendra dans l'ensemble du journal, « courant » au fil des rubriques en mettant en regard les lettres publiées avec les thèmes abordés, en accord ou en contradiction avec l'article.

Il n'y aura ni vérité révélée, ni vérité définitive dans «M». Ce qui y sera écrit sera sujet à confrontation.

« Ces objectifs supposent le travail de journalistes, de « spécialistes » compétents mais aussi des liens avec la réalité sociale. Envisagez-vous des collectifs de «M» ? »

L'entreprise est difficile mais nous ne manquons pas de moyens. Dans notre entourage, il y a beaucoup de gens très compétents dans toutes sortes de domaines qui ont des pratiques sociales depuis de longues années dont certaines sont restées trop peu connues. Il nous faudra sans doute des collectifs de travail, ouverts, qui puissent produire des idées et des propositions. Cette richesse n'éclatera pas encore dans le premier ou le second numéro. Le premier, par la force des choses, a été conçu en vase clos ; le second sera plus ouvert, avec de plus nombreuses collaborations.

« Et les moyens matériels de «M» ? »

C'est d'une clarté limpide. Notre pari est de tenir en parvenant à 4 000 abonnés à la fin de la première année. Ce ne sera pas chose facile, mais c'est possible. Une première publication d'adresse dans *Le Monde* nous a valu 400 lettres demandant comment s'abonner. Dans une trentaine de départements, de petits collectifs se sont mis en place pour organiser une campagne d'abonnements. L'« abonnement fondateur » de 500,00 F devrait nous aider ; peut-être créerons-nous une association des « abonnés-fondateurs » susceptible d'intervenir plus directement sur la vie de la revue.

« Ton appel, c'est de s'abonner... »

S'abonner vite... et nous écrire sans limitation que ce soit... Il n'y aura pas de blocage politique pour s'exprimer dans «M».

## « AVANT TOUT, SE RENOUVELER »

Le XVII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste italien s'est tenu du 9 au 11 avril à Florence. Les interrogations, les réflexions, les débats d'un parti communiste européen profondément enraciné dans la réalité de son pays fournissent matière à penser pour nous ici. En l'attente des textes définitifs issus de la discussion du Congrès, voici le chapitre VI du projet de thèses soumis à discussion, intitulé : « Le renouvellement du Parti ». Il y manque, faute de place, les derniers paragraphes consacrés à la presse du parti et à l'organisation des jeunes communistes.

### Le PCI et le système politique

42. Pour entamer une nouvelle phase de sa politique, le PCI — comme à d'autres moments de son évolution — doit avant tout se renouveler. Et pour se renouveler, il doit tenir compte surtout des transformations qui sont en train de se vérifier dans le système productif, dans les couches sociales, dans la culture en général.

La crise et la transformation des partis ne concernent pas seulement l'Italie. Dans les pays plus avancés et plus modernes qui ont pour système politique une démocratie représentative certains phénomènes ont altéré le rôle des assemblées électives (diriger effectivement du point de vue politique) ainsi que la fonction des partis (être l'expression de la participation politique). Ces phénomènes sont les suivants: la formation de centres de décisions qui ne sont plus nationaux, le fait que les décisions essentielles, pour la plupart, sont prises à l'extérieur des institutions, la complexité et la force organisée des intérêts plus puissants. Parallèlement, les modifications de la société touchent, elles aussi, les partis, dans la mesure où elles mettent en cause la fonction de ceux-ci, à savoir celle d'exprimer et de former la volonté collective. Et ceci est tout à la fois positif (de nouvelles aspirations, des besoins et une culture de type différent s'affirment et nient les vieilles doctrines et les idéologies du passé) et négatif (la société a tendance à se fractionner et à assumer un caractère corporatif).

L'Italie a un problème supplémentaire: son système politique est bloqué depuis quarante ans. Et ceci est à l'origine des contradictions tout à fait spécifiques du système politique italien. La participation aux élections continue à être des plus élevées, l'intérêt politique s'étend à de nouveaux domaines et trouve — c'est le cas des nouvelles générations — des formes d'expression inédites. Mais l'immobilisme et la rigidité du système de pouvoir ont causé différents genres de corruption: le type de rapport qui s'est établi entre les partis gouvernementaux, l'appareil de l'Etat et les organismes publics, l'usurpation de certaines fonctions de la société civile, des formes inqualifiables de décadence morale.

Les communistes italiens attribuent une importance fondamentale à la lutte politique, idéale et culturelle qui veut combattre ces phénomènes ainsi que la conception selon laquelle la politique n'est qu'un système de pouvoir qui accueille passivement les tendances corporatives. Notre conception de la politique de l'alternative démocratique sollicite une réforme des partis — qui ne peut se limiter à réexaminer les mécanismes électoraux — parce que c'est là une condition fondamentale si on veut réaliser une démocratie plus avancée et plus ouverte. Il faut qu'il y ait une législation plus précise en ce qui concerne les financements dont l'activité politique a besoin et relativement à la vie économique des partis. Mais ceci non plus ne suffit pas à assurer une nouvelle vitalité aux partis c'est à dire à réaliser ce dont la démocratie a besoin. La pleine affirmation des capacités d'innovation et d'initiatives des communistes peut contribuer de manière décisive à la résolution de ce problème.

Si le PCI a contribué de manière décisive à l'édification de la démocratie républicaine, c'est justement parce qu'il a su organiser la participation et la mobilisation démocratiques, parce qu'il a été capable de faire des propositions, de lutter et d'assumer un rôle dynamique et constructif. Aujourd'hui, pour que le PCI reprenne pleinement ce rôle, il faut avant tout qu'il approfondisse sa connaissance de la société, des besoins et des transformations de celle-ci et qu'il établisse un rapport laïque et ouvert avec les différents mouvements et les diverses cultures, avec les compétences techniques et scientifiques.

43. Pendant ces dix dernières années, au cours desquelles les partis de la gauche en Italie et en Europe se sont heurtés à de graves difficultés, face à des attaques extrêmement graves et à d'importants bouleversements sociaux, le PCI a confirmé qu'il est une grande force, profondément enracinée dans le peuple italien. Une grande partie des meilleures énergies qui se battent pour la renouvellement du pays se réfère à lui.

Le PCI a été le protagoniste d'une initiative politique et d'une lutte qui visaient à surmonter la grave crise économique et sociale de l'Italie, à défendre les conquêtes et les résultats des luttes des

travailleurs, à affirmer la fonction dirigeante des classes des travailleurs, à faire avancer, au niveau international, les valeurs de la paix, du désarmement, de la souveraineté nationale, de la solidarité entre les peuples, à sauvegarder et à développer le système démocratique.

Pendant les dix dernières années, le PCI a conservé dans la substance, ses vastes consensus électoraux et a maintenu sa force du point de vue de l'organisation. C'est la réponse que le PCI a donnée aux besoins profonds des masses et le travail de milliers et de milliers de militants au cours de ces années si difficiles qui ont permis d'obtenir ces résultats.

Il y a cependant des tendances négatives dont il faut tenir compte. En premier lieu, la tendance à une augmentation des consensus au PCI — qui a obtenu le plus de voix en 1976 — subit maintenant un mouvement inverse: le nombre des voix communistes a diminué ou a tenu bon (sauf dans le cas des élections européennes de 1984). En second lieu, la forte organisation du parti a subi à partir de 1977, un net affaiblissement qui est préoccupant parce qu'il indique que les rapports avec les nouvelles générations sont difficiles.

La première synthèse des réflexions autocritiques qui ont été faites, de manière franche et approfondie, après les résultats du 12 mai et du référendum est contenue dans la ligne politique que les Thèses ont précédemment illustrée et dont le Congrès discutera. Mais les réflexions sur la ligne politique ne suffisent pas.

Il faut attirer l'attention du parti sur certaines questions de fond: Tout d'abord sur le fait que le PCI se caractérise moins comme un parti de lutte et de masse. Les causes de ce phénomène négatif sont profondes. On ne peut pas les comprendre si on ne tient pas compte de problèmes qui vont bien au-delà de la situation italienne. La crise de la politique militante (c'est à dire la suspension de l'adhésion à un système de valeurs et de perspectives) est due aussi à la crise des pays de l'Europe orientale, aux difficultés auxquelles s'est heurtée la gauche du monde occidental à cause de l'offensive politique, culturelle et idéologique des forces néo-conservatrices. Voilà les raisons pour lesquelles tous les thèmes de notre Congrès se basent sur l'exigence de relancer et de redéfinir les caractères et les valeurs de notre conception du socialisme, tout en cherchant un voie originale pour la gauche occidentales.

Mais dans cette situation plus générale, il est hors de doute que le parti, pendant ces derniers temps, n'a pas su se maintenir suffisamment en contact avec les transformations en cours dans la société, avec la culture, les compétences, les figures sociales qui deviennent importantes. Il nous a été ainsi plus difficile de donner corps à notre projet de transformation de la société. Et les luttes sociales et politiques de ces années, malgré leur importance, n'ont donc pas produit des résultats plus généraux. Le lien entre notre présence à l'intérieur des institutions et notre action politique dans le pays s'est affaibli.

Il faut approfondir l'étude de l'expérience — extrêmement importante — des pouvoirs locaux démocratiques et de gauche. L'élan initial s'est progressivement atténué à cause de l'offensive des forces conservatrices et du boycottage du PSI, parce qu'il a été toujours plus difficile de trouver des solutions efficaces aux nouveaux problèmes, parce que les liens avec les masses se sont affaiblis. Le parti a révélé une certaine faiblesse quand il a organisé un mouvement général en faveur du développement de l'autonomie du système des pouvoirs locaux et pour la réforme de l'Etat. Les luttes et les initiatives — même quand elles étaient très importantes — sont restées trop séparées les unes par rapport aux autres; souvent, elles se sont renfermées en elles-mêmes, dans une seule commune ou dans une seule région. Ainsi il a semblé que les initiatives en faveur de l'autonomie des pouvoirs locaux étaient fragmentaires et incapables de modifier l'organisation générale de l'Etat et de l'administration publique. C'est ainsi que le rôle d'un système bien défini de pouvoirs démocratiques a perdu de son importance relativement à la bataille pour la transformation de la société.

On a prêté attention aux nouveaux mouvements mais, parallèlement, on n'a pas renouvelé suffisamment le parti, la façon dont celui-ci « fait de la politique ». Nous les avons appuyés, soutenus et nous y avons participé, quoique de façon discontinue et inégale. Mais ces nouveaux mouvements exprimaient, de par leur façon d'être et parfois indirectement, une exigence de réforme de la politique: soit les contenus (le désarmement atomique, la culture de la paix, l'importance fondamentale de la question de l'environnement pour le développement, la libération de la femme, le mouvement des étudiants), soit les formes originales (souvent très fluctuantes) qu'ils ont assumées du point de vue de l'organisation, soit leur position bien distincte par rapport aux institutions ont souligné ce besoin. Ces mouvements sont nés souvent loin des lieux de la production et voulaient avoir un nouveau type de langage, une manière de communiquer entre militants plus directe. Face à cette exigence, nous n'avons pas renouvelé suffisamment nos organisations, leurs contenus, leurs modalités, la manière de travailler des groupes dirigeants à Rome et en province. Or ceci est d'autant plus nécessaire que le parti n'entend pas déléguer ces nouveaux problèmes aux mouvements: il veut, au contraire, agir avec eux, se mesurer avec ces nouvelles questions de manière à étendre le domaine où il exerce son action, créer les conditions pour une réforme morale et intellectuelle et pour l'affirmation d'un nouvel internationalisme.

Les réflexions autocritiques doivent consentir de définir plus précisément l'identité du parti de manière à ce qu'il puisse exercer pleinement la fonction qui lui appartient.

Le plus important, c'est le rapport avec la société, surtout avec les vastes secteurs de l'opinion publique qui ont déjà manifesté leur confiance envers les communistes. L'analyse du vote permet de mieux comprendre ce que l'on s'attend du PCI, surtout de la part des travailleurs et des couches populaires qui sont plus faibles et sans défense.

Le parti doit être capable de percevoir rapidement ce qui bouge et ce qui change à l'intérieur de la réalité sociale, dans la conscience des gens, du point de vue de l'orientation des diverses couches sociales et des nouvelles générations; et il doit savoir en tenir compte. Il doit surmonter ses lacunes en analysant correctement les transformations sociales et abandonner un certain comportement obtus en s'ouvrant au dialogue avec les multiples expressions de la société et avec les autres forces politiques.

Le parti a été profondément marqué par les difficultés auxquelles s'est heurtée jusqu'à la fin l'expérience de la « solidarité démocratique » et par les problèmes causés par le conflit politique des années successives. Mais désormais il est nécessaire que nous nous libérions de certains complexes de type défensif et des craintes paralysantes afin d'agir politiquement en étant à nouveau déliés et sûrs de nous-mêmes. Il faut que nous sachions évaluer et mettre en valeur les résultats, même partiels, que nous obtenons au fur et à mesure, de manière à ce qu'on n'ait pas peur que le parti se confonde avec les autres ou perde son identité chaque fois que l'on réalise une entente ou un accord avec d'autres forces. La meilleure méthode pour combattre et pour vaincre — de manière responsable et sans sectarismes — les positions que l'on considère erronées du point de vue des intérêts des travailleurs et du pays, c'est d'écouter et de comprendre, de se confronter avec les argumentations des autres. Ces deux comportements — l'esprit unitaire et la volonté d'agir en sorte que la politique devienne l'expression des masses, la manifestation de la participation populaire, une action collective — ne se contredisent pas: au contraire, ils se complètent réciproquement.

On ne peut pas et on ne doit pas renoncer à une lutte que l'on considère indispensable parce que celle-ci n'a pas, dès le début, un caractère unitaire: mais il n'en demeure pas moins que la lutte doit tendre à briser l'isolement dans lequel on cherche toujours de renfermer la classe ouvrière et les masses populaires les plus pauvres et à vaincre la ligne politique — qui caractérise toutes les positions conservatrices — qui veut empêcher l'entente et l'unité entre les forces démocratiques, progressistes et de gauche.

Il a été possible de rétablir l'unité d'action des syndicats et de redécouvrir le dialogue à gauche parce que les communistes — malgré les durs conflits causés par les choix du gouvernement — ont su se battre sans renoncer à la volonté et à l'esprit de type unitaire. Les communistes se sont comportés ainsi dans le cas aussi de la bataille — qui a duré jusqu'au référendum — contre le décret sur la réduction de l'indexation des salaires.

Pour que l'entente et l'unité soient robustes, il faut donner des réponses sérieuses et convaincantes à tous les types de problèmes et créer ainsi des rapports amples et solides avec les masses.

44. La force des communistes — qui sont animés par de grands idéaux — dépend surtout du fait que notre parti s'est constamment efforcé d'indi-

quer des solutions aux problèmes essentiels du pays, en se mettant du côté de la classe des travailleurs. Il faut que nous renouvelions et enrichissions cette capacité qui est la nôtre — c'est là un objectif du Congrès — en fonction des nouveaux processus qui sont en cours dans la société.

Le PCI s'est caractérisé par son pluralisme culturel, par sa lutte contre toutes les formes de dogmatisme, par l'affirmation — tout d'abord au niveau pratique et puis de manière bien définie — de la pleine laïcité du parti. Le PCI est devenu ainsi — cela est clair — un parti qui se fonde sur un programme, qui a une conception bien définie des caractères et des valeurs du socialisme, qui s'efforce constamment d'analyser les processus réels. On ne peut surmonter un certain affaiblissement de notre capacité de gouverner — qui s'est manifestée aussi en relation à la façon dont les pouvoirs locaux démocratiques et de gauche ont été gouvernés — si, tous, nous ne connaissons pas mieux l'état des choses et les solutions qui sont possibles, si on ne se tient pas constamment au courant, si on ne lutte pas du point de vue idéal et si on n'établit pas un rapport constant avec les masses.

Pour faire cela, il faut que les décisions politiques soient plus étroitement liées à une sérieuse vérification — du point de vue scientifique et technique — des solutions possibles. Mais ceci implique que, parallèlement, on doit entreprendre une lutte de masse pour connaître de façon critique la réalité et pour affirmer certains idéaux ainsi que les valeurs de la solidarité et de la justice. On exerce une pression très forte pour que les solutions possibles soient celles dont les classes et les forces dominantes tirent le plus grand profit. Les formules néolibérales — les graves retards culturels de la gauche ont facilité leur affirmation — ne se sont pas fondées sur des analyses précises et n'ont pas fourni des solutions effectives: elles ont eu essentiellement une grande importance idéologique.

En qualité de force politique qui sait gouverner, le PCI doit être en mesure d'exprimer les exigences que la société manifeste, sans avoir la prétention de se substituer à celle-ci ou, pire encore, de posséder la vérité en soi. Mais le parti ne peut pas renoncer à être un sujet actif du point de vue culturel. En premier lieu, parce qu'il faut toujours effectuer des choix précis, en évitant de devenir l'interprète des contestations les plus disparates, vu que les exigences de la société expriment des intérêts extrêmement différents et très contradictoires. En second lieu, parce que dans une société avancée et démocratique, les opinions ne se forment pas spontanément: ce sont les tendances antagoniques, les sollicitations, les convictions qui contribuent à leur formation et il serait absurde que les communistes n'expriment pas, sur chaque problème, leur position.

Pour vaincre les tendances sectaires, pour éviter d'assumer des comportements négatifs, opportunistes, pour affirmer la capacité de gouverner du PCI, il faut que nous soyons constamment en mesure de nous renouveler du point de vue théorique et pratique, en nous référant aux valeurs qui nous poussent à combattre.

#### *La démocratie, l'unité, l'autonomie*

45. Ce qui est décisif pour le progrès et le renouvellement du parti, c'est le développement, robuste et original, de sa démocratie interne.

Les grands débats et le pluralisme des positions politiques et culturelles ne risquent pas de désagréger le parti: au contraire, ils mettent en évidence sa force et sa richesse et ceci d'autant plus quand nous nous efforçons de fonder nos positions sur des analyses et des approfondissements extrêmement rigoureux.

C'est en ce sens qu'il faut insister. Il faut donc que nous nous efforcions réellement de garantir à tous ceux qui sont inscrits au parti — en diffusant et en approfondissant aussi à tous les niveaux les études, les informations et la formation — la possibilité de participer à la discussion démocratique et aux décisions: ceci exige que nous attribuions plus d'importance aux organismes élus par les congrès et que nous respections pleinement leurs compétences. A ce propos, il faut établir un règlement qui garantisse un fonctionnement correct des organismes dirigeants à tous les niveaux, en précisant les formes et les modalités selon lesquelles on peut prendre des décisions et voter, en faisant en sorte que tous soient informés davantage des travaux du parti (ceci a déjà été fait depuis longtemps pour les réunions du Comité central, des Comités fédéraux et régionaux). Naturellement, ceci n'empêche pas que tout organisme peut choisir librement de discuter et de réfléchir sans être conditionné par le fait que l'exposition publique de ses positions limite nécessairement sa liberté d'agir. Une telle imposition péremptoire n'existe pour aucun parti: on ne peut pas la mettre en acte seulement en ce qui concerne les communistes.

Il faut s'efforcer encore plus de rendre publics nos travaux de manière à ce que le parti tout entier et surtout les organismes de base — en premier lieu, les assemblées de section — puissent intervenir concrètement et prendre position par rapport aux différents aspects de la politique du parti.

Le PCI n'a jamais voulu être un parti monolithique. Aujourd'hui il faut ajouter que nous devons garantir à tout camarade qui n'est pas d'accord avec l'opinion de la majorité — celle-ci se forme, chaque fois, sur des thèmes particuliers ou sur des problèmes d'ordre général — la possibilité de maintenir et de soutenir sa position s'il la considère juste, étant bien entendu que, dans la pratique, pour appliquer les décisions prises, nous devons être tous unis. Ceci pose de nouveaux problèmes qu'il faut affronter en adoptant des normes adéquates, même du point de vue statutaire.

Il faut aussi appliquer — en définissant les modalités — les formes de consultations (que le statut indique) des structures et des organismes périphériques ainsi que des inscrits soit relativement aux problèmes politiques soit en ce qui concerne le choix des candidats pour les différents types d'élections; il faut voir aussi comment il est possible d'organiser de vraies consultations de type référendaire quand on doit affronter des problèmes ou prendre des décisions particulièrement impor-

tantes. Pour une démocratie qui se respecte, il est fondamental de vérifier ponctuellement le travail qui a été fait dans la pratique pour appliquer les décisions prises.

Le grand développement de la vie démocratique interne a déjà permis de faire des choix importants: nous avons organisé de manière plus précise et avons décentralisé la direction politique et nous avons attribué beaucoup plus d'importance aux réunions dont l'objet était le problème spécifique de l'élaboration et des initiatives politiques. Les communistes sont, avec juste raison, les protagonistes de la lutte en faveur de la pleine autonomie des organisations de masse et des mouvements auxquels ils participent. Il faut préciser ultérieurement et rendre plus exhaustives — tout en respectant le rôle et les fonctions des organismes dirigeants du parti — les responsabilités de tout premier ordre qui relèvent de la compétence des représentants communistes au Parlement, dans les Régions et dans les pouvoirs locaux relativement aux décisions que chacune de ces institutions doit prendre. Nous garantissons l'autonomie la plus pleine aux centres de recherche que le parti a mis sur pied et qui se basent essentiellement sur les communistes. Plus la démocratie interne se développe et plus le rôle autonome des institutions se précise et s'articule, plus on sent l'exigence de parvenir à une synthèse unitaire, précise et concrète, qui tienne compte non seulement de la diversité des positions politiques mais aussi de la complexité et de la richesse de la vie du parti.

Ce qui fonde et garantit la démocratie interne, c'est le principe de l'unité qu'il faut favoriser et réaliser en discutant amplement et librement.

L'unité est un objectif fondamental qui a permis au PCI de fonctionner de manière toujours plus démocratique; cet objectif se réfère à une conception du centralisme démocratique qui n'a rien à voir avec celle qui défend l'unanimité non critique et l'autoritarisme sous le rapport des décisions (ces deux conceptions sont, sous bien des aspects, tout à fait antagoniques).

Les communistes italiens veulent favoriser l'unité qui se fonde sur une discussion libre, sur le respect des convictions de chacun, sur la formation de majorités et de minorités relativement aux divers thèmes et problèmes, conformément aux principes démocratiques. L'application de ces règles empêche la formation de groupes et de sous-groupes organisés, ayant chacun un propre centralisme démocratique et constamment en conflit les uns avec les autres: une telle situation bloquerait la vie réellement démocratique du parti et paralyserait l'activité de celui-ci.

Le principe de l'unité, l'acceptation démocratique des décisions de la majorité de la part de la minorité, la capacité d'être disciplinés avec conviction, l'acceptation loyale des décisions prises par les organismes élus par le Congrès national de la part de toutes les organisations sont absolument nécessaires pour défendre l'autonomie des communistes italiens du point de vue national aussi bien qu'international.

Cette pratique unitaire a été essentielle non seulement pour les communistes italiens mais aussi

pour la démocratie italienne. Si la vie du PCI a pu continuer à être moralement correcte — et ceci n'est pas un mythe — c'est aussi parce que nous nous sommes efforcés d'empêcher ces formes de corruption — dues aux pressions de puissantes forces nationales et internationales — que l'instauration définitive des factions engendre. Tous les partis démocratiques doivent se rendre compte aujourd'hui que l'excessive affirmation des factions a comporté des conséquences très négatives.

Cependant, il faut que le principe unitaire et la méthode qui s'ensuit n'entravent pas mais favorisent, au contraire, une discussion extrêmement vive et ouverte où les idées et les propositions de type différent se confrontent de manière rigoureuse et correcte conformément à la façon dont chaque communiste doit participer à la vie du parti c'est-à-dire en respectant pleinement les décisions qui ont été prises selon les règles de la démocratie et en assumant personnellement ses propres responsabilités.

### *L'efficacité et la modernité de l'organisation; l'engagement culturel et idéal*

46. Le renouvellement du parti exige que nous adoptions une ligne plus moderne pour les problèmes relatifs à la structure et à l'organisation du parti. L'autonomie politique exige que le parti ait une organisation forte et de masse. Dans les sociétés où le système de l'information des masses est amplement contrôlé par le pouvoir économique — et par ceux qui détiennent le pouvoir politique — un parti d'opinion (c'est-à-dire un parti qui n'est pas capable, tout seul, d'établir des rapports avec les masses) risque plus qu'ailleurs de devenir subalterne ou d'être mis en marge. Ce ne sont pas seulement la ligne politique et les programmes mais aussi l'organisation — soutenue par un grand engagement idéal et moral — qui ont permis aux communistes de donner une contribution si importante à la cause des travailleurs et de la démocratie.

S'occuper des inscriptions au parti, faire des prosélytes, recueillir des fonds pour le parti et pour notre journal, diffuser l'information, faire de la propagande, voilà des activités qui ne sont certes pas marginales et désuètes: au contraire, elles ont été et continuent à être absolument nécessaires pour une force politique d'émancipation et de libération sociale et humaine. Il faut adopter des mesures pratiques pour soutenir ces activités de manière à ce que les sections du parti puissent s'occuper principalement du travail relatif au recrutement de nouvelles adhésions.

Les difficultés de tous les partis organisés de masse, la diminution des inscrits, la propension à considérer les partis comme de simples comités électoraux ne sont pas l'expression de la fatalité: tout ceci reflète un type de rapport plus complexe avec la politique que les partis affrontent avec difficulté ou n'affrontent pas du tout.

Dans une société avancée, il est positif que les façons dont s'exprime la participation politique et les instruments qui permettent de défendre les intérêts légitimes se multiplient. Mais ceci rend encore plus pressante l'exigence d'avoir une conception globale du processus social, de la fonction de

l'Etat, de l'intérêt général: ce n'est qu'en ayant ce type de conception qu'on devient capable de gouverner. A ce propos, l'organisation communiste — et avant tout les sections — a eu un rôle essentiel.

Aujourd'hui, si on veut exercer ce rôle, il faut être en mesure de mieux affronter les multiples problèmes que chaque situation territoriale et chaque entreprise présente et il faut tenir compte davantage des divers intérêts économiques et culturels.

L'instauration d'un rapport étroit avec la réalité et avec l'âme populaire, l'organisation de la vie des sections selon des secteurs et des intérêts différents, l'attribution de responsabilités précises, l'élimination des réunions infructueuses et verbeuses, tout ceci a déjà redonné vigueur à beaucoup d'organisations de base. Les sections territoriales et les sections qui ont leur siège sur les lieux où on travaille et où on étudie peuvent prendre d'autres initiatives: par exemple, elles peuvent agréger à elles les travailleurs autonomes et les nouvelles figures professionnelles. Il faut faire en sorte que les sections exercent leurs droits non seulement en ce qui concerne leurs responsabilités spécifiques, mais aussi en relation à toutes les décisions qui sont vraiment essentielles.

Il faut donc que toute notre organisation ait une structure plus flexible: elle ne peut demeurer toujours la même alors que nous devons affronter des situations économiques, sociales et politiques profondément différentes et elle doit être simplifiée (actuellement nous avons les Sections, les Zones, les Fédérations, les Comités régionaux, la Direction nationale). Il faut surtout éviter d'attribuer les mêmes fonctions à des organismes différents, de confondre les responsabilités, de rendre bureaucratique et donc d'alourdir le travail.

L'existence d'un appareil stable est indispensable: aucune force politique et sociale ne peut y renoncer à moins qu'elle ne veuille renoncer à agir. Le parti a un appareil très limité qui a mis en évidence dans la pratique — et qui continue à avoir — de grandes qualités: le dévouement, l'esprit de sacrifice, les capacités.

Il est important que cet appareil démontre qu'il a des qualités morales, mais il faut aussi qu'il devienne toujours plus qualifié, de manière à pouvoir solliciter et à mettre réellement en valeur toutes les extraordinaires ressources et énergies intellectuelles du parti. Les organismes dirigeants doivent refléter fidèlement toute cette richesse soit en ce qui concerne les divers types de sensibilités politiques et culturelles, soit en relation à la diversité des positions sociales soit du point de vue du rapport existant entre les fonctionnaires du parti et ceux qui ne le sont pas. Pour que les organismes dirigeants élus puissent exercer leur rôle, il faut aussi que ces derniers représentent effectivement la complexe réalité du parti et que le nombre de leurs membres n'empêche pas de discuter de manière synthétique et de prendre rapidement des décisions. En particulier, il faut réduire — et puis supprimer — l'écart existant entre le pourcentage des femmes inscrites au parti et le nombre des femmes qui se trouvent à l'intérieur des organismes dirigeants à tous les niveaux. □

# SOMMAIRE

Editorial .....	3	Le PCF : nouvel échec, nouveaux problèmes .....	18
Etat des lieux .....	4	Parution de la revue « M » : interview de son rédacteur en chef, Gilbert Wasserman .....	22
Le Front national s'installe dans la société française .....	8	Document du Parti communiste italien : « Avant tout, se renouveler » .....	26
La réaction à l'œuvre .....	14		
Annexe : Le renouveau des thèses libérales .....	17		

**Dossier : Des communes sous le règne du libéralisme**

Abonnez-vous à :

**Flash Alternative**  
hebdomadaire

et **TRAVAILLEURS**  
mensuel

Je désire	<input type="checkbox"/>	prendre contact avec le PAC	
	<input type="checkbox"/>	recevoir en spécimen un numéro de TRAVAILLEURS	
	<input type="checkbox"/>	m'abonner un an (200,00 F)	<input type="checkbox"/> six mois (110,00 F)
Nom et prénom .....			
Adresse et code postal .....			
.....			
Entreprise .....			

A retourner à : PRESSE D'AUJOURD'HUI - B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20